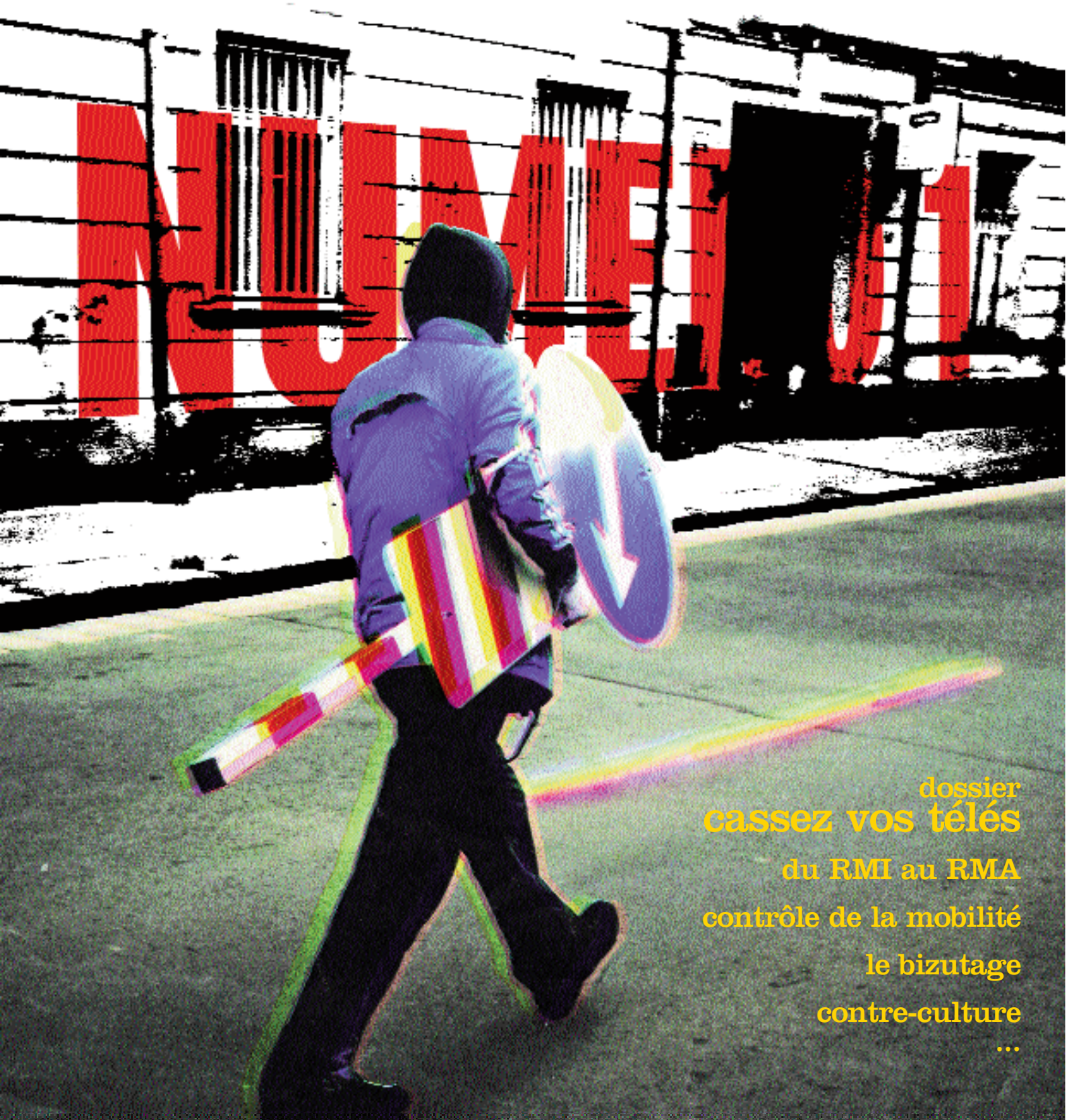
offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE N°1 • 3 EUROS • NOVEMBRE 0



dossier
cassez vos télés
du RMI au RMA
contrôle de la mobilité
le bizutage
contre-culture
...

Sommaire

En bref ici **4-5**

Analyses

Du RMI au RMA, du contrôle social par l'État de la main-d'œuvre **6-7**

Des mondes séparés, le contrôle de la mobilité comme outil de domination **8-9**

DOSSIER

Cassez vos télés

L'âge de la télé
interview de Jean-Jacques Wunenberger **12-14**

Aliénation de la conscience **15**

La dépendance à la télévision n'est pas qu'une image **16-17**

L'écran lave nos cerveaux
interview de Peter Entell **18-19**

La monoforme et la centralisation du pouvoir,
par le réalisateur Peter Watkins **20-21**

Le zoo et le loft
interview d'Olivier Razac **21**

En bref ailleurs **22-23**

Horizons

Israël, une démocratie moderne à substrat biblique **24-27**

L'eau, un élément vital dangereusement marchandisé **28-29**

Entretien

Le bizutage comme domestication
interview de Brigitte Larguèze **28-29**

Contre-culture

Livres **32-33** • Chanson anar et revival punk **34** • Luttes de femmes à l'écran **35**

Dans le prochain numéro d'**offensive**

Quelles actions pour quelles luttes ? Histoire et analyses des modes d'actions militants

à paraître au printemps 2004

Offensive est le trimestriel d'Offensive Libertaire et Sociale
Commission paritaire en cours

Pour contacter Offensive Libertaire et Sociale
OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat,
13 001 Marseille.
06 77 54 39 74
ols@no-log.org.
http://offensive.samizdat.net

LES GROUPES DE L'OLS

OLS Paris
06 68 44 01 50
ols.paris@no-log.org

OLS Chiapacans Marseille
c/o Mille Bâbords
61 rue Consolat
13 001 Marseille

OLS Var
c/o Mille Bâbords
61 rue Consolat
13 001 Marseille

Contact sur Toulouse
06 77 54 39 74

Contact sur Tours
06 77 54 39 74

Offensive Libertaire et Sociale s'inscrit dans une démarche internationaliste. Elle participe au réseau **Solidarité Internationale Libertaire (Sil)**, structure créée en 2001 et qui regroupe une vingtaine d'organisations anarchistes à travers le monde.

Contact
www.ils-sil.org
En France
Sil-France,
21ter, rue Voltaire,
75011 Paris

http://offensive.samizdat.net
Le portail **Samizdat.net** héberge le site Internet d'Offensive Libertaire et Sociale. L'association participe en particulier à la maintenance du serveur Samizdat.net, et aussi à la formation de militants politiques et associatifs. Un travail pour permettre à ce qu'une communication alternative, via internet, puisse se développer.

DIFFUSION
Le journal est diffusé par la coopérative Co-Errances. Loin d'être une entreprise commerciale classique, celle-ci pose la diffusion de supports alternatifs comme un enjeu politique essentiel. Co-Errances cherche ainsi à mettre en place un réseau de diffusion indépendant des multinationales. Et de surcroît elle propose au support qu'elle distribue une vraie participation à la gestion de la coopérative, transformant un rapport commercial en une relation humaine.

Co-errances,
45, rue d'Aubervilliers,
75018 Paris,
www.co-errances.org
contact@co-errances.org

Edito

Offensive Libertaire et Sociale (OLS) est née, en été 2003, dans les vignes du Haut-Var. Notre volonté est de participer à la construction d'une offensive qui mette un terme aux rapports de domination et d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la solidarité, l'égalité sociale et la liberté. Six principes fondent notre action: **indépendance, fédéralisme, assembléisme, anti-autoritarisme, rupture, appui mutuel**.

Tous les trimestres, **offensive** cherchera à refléter **les luttes que nous menons au quotidien, à enrichir nos propres réflexions et à alimenter une critique radicale de notre société**. Articles et dossiers seront le fruit d'une écriture et d'une élaboration collective au sein de l'OLS, ainsi que de collaborations. **offensive** essaiera aussi de proposer un regard distancié sur les luttes sociales, en complément d'autres publications libertaires, comme « Le Monde libertaire », dont la parution hebdomadaire permet de traiter à chaud l'actualité militante. La périodicité trimestrielle d'**offensive** sera l'occasion de porter un **regard décalé sur l'actualité**, tout en développant des dossiers spécifiques et des analyses sur des thématiques moins brûlantes. Ce nouveau titre souhaite apporter un **recul sur l'analyse des aliénations et des émancipations** qui nous font et nous défont.

La dénonciation de l'emprise des écrans sur les individus, thème du dossier de ce premier numéro consacré à une critique radicale de la télé (voir « Cassez vos télés » p.10), nous paraît indispensable pour une réelle reprise en main de nos vies et de nos pensées. **La technique comme aliénation fondamentale fait partie des thèmes transversaux** qui nous tiennent à cœur: **les mutations du salariat contemporain, la domination, le genre et les identités sexuelles, de la grève à l'action directe...** Nous voulons aussi tenter de répondre à des questions comme: Quelle action militante d'hier à aujourd'hui? Que signifie aujourd'hui lutte des classes? Nous espérons que ces textes serviront à alimenter les débats et les luttes contre toute forme d'exploitation et de domination.

offensive est réalisé par des militant-e-s inscrit-e-s depuis plusieurs années dans la **mouvance libertaire**. L'OLS espère apporter des éléments à l'analyse et à la critique sociale, en proposant des alternatives concrètes et radicales. En ces temps nauséabonds de succès d'un capitalisme toujours plus triomphant, il est plus que temps d'élaborer une **offensive libertaire et sociale**.

Les articles d'Offensive ont été féminisés dans la mesure du possible. Lorsque, pour des raisons de temps, cela n'a pas été fait, les formulations générales sont à lire aussi bien au féminin qu'au masculin.

Offensive
émission d'OLS
Radio Libertaire
89.4 Mhz (sur Paris)

En alternance avec l'émission anarcho-écolo **Noir et Vert**, **le vendredi tous les quinze jours de 21h à 22h30**, OLS-Paris diffuse son émission consacrée aux luttes et interviews de militant-es et chercheur-es engagé-es sur les ondes de Radio Libertaire.

abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros).

nom, prénom _____

adresse _____

_____

mail _____

téléphone _____

abonnement (10 euros) ☐

abonnement de soutien (20 euros) ☐

chèque à l'ordre de **Spipasso**
à renvoyer à **OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille**

en bref ici

UN CAFÉ MAC HAVELAAR, S'IL VOUS PLAÎT ! Pour ceux qui croyaient encore que Max Havelaar, avec son café équitable, allait révolutionner les rapports commerciaux internationaux, il n'y a plus de doute. La fondation travaille, maintenant main dans la main avec Mac Donald, en Suisse. Désormais, le consommateur suisse peut commander aux serveurs exploités, sous-payés et victimes de cadences infernales, un café sans exploitation !

CINQ ANNÉES DE PRÉVENTIVE POUR UN MILITANT BRETON

Depuis octobre 1999, Alain Solé est incarcéré à la prison de la Santé en attente d'un jugement. On l'accuse d'avoir commis une série d'attentats et participé à un vol d'explosifs. Diabétique, sa santé se dégrade de manière inquiétante. Il a même tenté, durant son incarcération, de mettre fin à ses jours. La durée de son séjour et son état physique sont contraires au respect des droits de l'homme comme l'ont pointé du doigt la Ligue des droits de l'homme et Amnesty International, et même le Parlement européen. L'État français n'en a que faire, son seul objectif est de tuer un mouvement breton en plein essor. Il mène une véritable politique d'intimidation : depuis cinq ans, des dizaines de personnes ont été incarcérées années. Des centaines d'autres ont étémises en garde à vue, ce qui a permis de faire des prélèvements ADN sur des militants bretons de divers horizons. Une situation qui complique l'organisation de l'extrême gauche bretonne, d'autant que des dizaines de personnes liées au mouvement militant se voient interdites de se rencontrer ou de parler entre elles...

AG 45, UN LIEU EN DANGER

Depuis décembre 2001, le regroupement d'associations **AG45**, occupe avec l'aval de la SNCF un bâtiment au 45-47 rue d'Aubervilliers à Paris. La SNCF ayant décidé de vendre ce terrain et les bâtiments de la cour à la ville de Paris, elle demande aux occupants de bien vouloir quitter les lieux avant le 1er octobre 2003. Bien évidemment, les associations s'opposent au sabotage du travail réalisé depuis deux ans. Ils ont réussi à maintenir et développer un secteur non marchand de communication grâce au travail de l'association **Les Périphériques vous parlent**, de la radio **Fréquence Paris Plurielle**, de l'association multimédia **Réseau 2000**, la coopérative de diffusion **Co-errances** et la télévision indépendante **Zaléa TV**. **L'AG 45** a permis d'organiser une transversalité entre des structures de médias, et de rendre accessibles les médias et les nouvelles

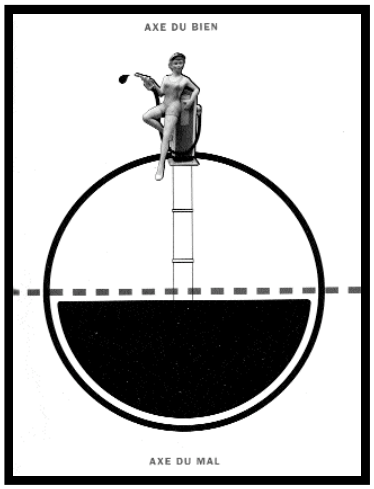
INTERMITTENTS
CAHIER REFLEX(E)

La lutte pour le statut des intermittents se réduit pour certains à la simple question des 507 heures, à une lutte corporatiste. Le nouveau *Cahier Reflex(e)* paru début octobre rappelle que cette lutte interroge aussi la place de l'artiste et de la culture dans la société. Le groupe Reflex(e) a entamé un travail, bien avant la remise en cause du statut d'intermittent, pour un parlement européen de la démocratie culturelle et artistique interrogeant la question de l'économique dans la production artistique, de sa diffusion, de la politique et du formatage culturel. Voici un extrait du cahier sur les travaux de l'atelier public/privé :

Résister au formatage consumériste de l'imaginaire
Face à la logique sournoise du « retour sur investissement » qui n'épargne aucune forme artistique, il est indispensable de réaffirmer que le geste artistique est irréductible à un produit, fut-il « ciblé ». L'annulation des festivals de l'été 2003 a révélé l'inanité destructrice d'un projet pavé de bonnes intentions : celui de « réconcilier la culture et l'économie », antienne dont la conséquence inéluctable est de soumettre la première à la seconde. Insidieusement, les retombées économiques ou le « retour d'image » en sont ainsi venus à justifier le soutien public à la culture. Le terrain était alors déblayé pour un retrait de l'État face aux sponsors et mécènes privés, la culture s'avérant un bon investissement à moindre coût. Proie des groupes transnationaux, les industries culturelles sont bien évidemment en première ligne de cette dérive gestionnaire. Mais la résistible ascension du « *management* culturel » n'a pas épargné, sous des formes plus subtiles de formatage « ciblé », les arts vivants, avec la complicité d'une presse toujours avide de chair fraîche et de « révélations ». Quant aux arts plastiques, pour lesquels le marché constitue une condition d'existence historique et parfois de liberté, ils ont subi, depuis trente ans, le suivisme de l'État vis-à-vis du marché international. Le débat se situe à plusieurs niveaux : celui des principes, où ils nous faut affirmer la capacité de l'art et de la culture à réinventer des espaces de gratuité, légitimés par un véritable service public de culture ; celui de l'action, avec la création de nouvelles formes de circulation des formes artistiques et des zones d'autonomie économique.

Valérie de Saint-Do

Cahier Reflex(e) n°2, septembre 2003, 1 euro
Contact : Cassandre 49 A, av. de la Résistance, 93100 Montreuil, cassandre@horschamp.org



Créations graphiques sur la situation internationale actuelle

LES LIBERTAIRES FONT LEUR FORUM

Le mouvement libertaire est traversé par une diversité de courants, de points de vues, de stratégies. Toutefois, diversité ne veut pas dire division. En 2001, des libertaires ont réalisé un appel à l'unité regroupant sur un week-end une centaine de personnes. La campagne anti-G8, notamment avec le village alternatif, a montré que les libertaires étaient capables de créer de véritables espaces alternatifs et d'apporter une autre critique de la mondialisation. Le Forum social libertaire, du 11 au 16 novembre, est un troisième temps intéressant. Contrairement au Forum social européen, les libertaires prônent une démarche plus ouverte (entrée et restauration à prix libre), moins universitaire (de véritables débats, non des cours magistraux!), indépendante des partis et institutions (absence de subventions). Mais c'est aussi une démarche rupturiste que prônent les organisateurs libertaires. L'exemple de l'accord entre le FSE et les salles Pathé-Gaumont pour passer des films (alternatifs, quand même!) est symptomatique des différences d'approche et interroge sur le discours altermondialiste et ses pratiques. Le FSL montre que la mouvance libertaire espère peser plus sur l'échiquier politique et dans les luttes, en créant de véritables pôles rupturistes par rapport aux logiques de prise de pouvoir et en cherchant à mettre en place des alternatives concrètes. Infos : **www.fsl-sla.eu.org/**

MAUVAISE NOUVELLE
La CFDT veut s'implanter dans les universités à travers la Confédération étudiante. Après avoir plombé nos retraites, la CFDT veut s'attaquer à notre éducation. Déjà, les jeunes syndicalistes semblent bien formés. «Je viens de rejoindre la Confédération étudiante, car j'étais assez perdue» déclarait une étudiante à un journal parisien. Si François Chérèque ne s'était pas perdu, il serait peut être aujourd'hui à sa place : au Medef !

SERVICE MINIMUM

Non content d'avoir réussi à faire échouer la grève de juin 2003, le gouvernement veut l'interdire dans les transports en commun. Depuis des années, à chaque mouvement social, patrons et gouvernements, relayés par des médias complices, fustigent les salariés des transports. La fameuse «prise en otage» des usagers devrait s'arrêter si le projet de loi sur le service minimum passait. Les salariés seraient contraints à «un service minimal obligatoire [qui] assure la continuité du service public de telle sorte que le fonctionnement normal du service ne soit pas profondément altéré.» Drôle de prétexte pour un gouvernement qui cherche à démanteler les services publics. De quelle continuité s'agit-il, alors que les transports deviennent inaccessibles à plus en plus de personnes ? Et il faudrait mieux s'en tenir au propos qui précède le projet de loi : «Le droit de grève ne doit pas paralyser notre économie, il doit redevenir dans les entreprises l'arme ultime des salariés dans les négociations sociales.» Reste que pour s'opposer à ce projet, les syndicats devront être capables de ne pas rester dans une position corporatiste. C'est ce que précisait le Réseau pour l'abolition des transports payants, lors des grèves sur les retraites.
Infos : http://ratp.samizdat.net.

À BAS LE SEXISME DANS LES JOUETS

Pour la deuxième fois, une campagne contre les jouets sexistes est lancée du 13 au 22 décembre à Paris. À l'initiative du Collectif contre le publisexisme, de Mix-Cité et des Panthères Roses, elle débutera le 13 décembre par un repas «antisexiste» au restaurant associatif La Rôtisserie à Belleville. La soirée ouvrira une semaine d'action et de réflexion sur les jouets sexistes et genrés. Cette campagne a pour objectif de lutter contre la construction sociale du genre, en s'attaquant aux jouets, nécessaires à la construction identitaire de l'enfant, mais instruments de la construction sociale. Au programme débats, actions festives dans les magasins de jouets, spectacle de marionettes, happening, diffusion de tracts et édition d'un catalogue, «Pas de cadeau pour le sexisme pas de sexisme en cadeau!» Les militant-es de cette campagne entendent bien ouvrir le débat et intérroger la construction du genre féminin et du genre masculin.

Pour plus d'info ou pour recevoir le catalogue, voir les sites: http://publisexisme.samizdat.net http://www.mix-cite.org, http://pantheresroses.free.fr, ou au 06 68 44 01 50

en bref

analyse DANS UN CONTEXTE D'OFFENSIVE PATRONALE ET ÉTATIQUE CONTRE LES ACQUIS SOCIAUX, L'INSTAURATION DU RMA EN LIEU ET PLACE DU RMI PRÉPARE LA SOCIÉTÉ DU TRAVAIL OBLIGATOIRE.

Du RMI au RMA

Du contrôle social par l'État de la main-d'œuvre bon marché

L'ACCÈS AU REVENU MINIMUM D'INSERTION (411 euros par mois pour une personne seule) va connaître de profondes modifications si l'instauration du revenu minimum d'activité venait à se confirmer. Cette transformation s'appuie sur un fantasme populiste savamment évoqué par François Fillon: la population RMiste gagnerait autant d'argent que la population laborieuse à bas salaire, sans naturellement travailler... Et le ministre d'insister sur le fait qu'il ne s'agit pas de se serrer la ceinture mais de se retrousser les manches, qu'il faut remotiver la France au travail, etc. Donc, comme d'habitude, la bourgeoisie prend le problème dans le sens qui l'arrange et nous contraint, à savoir que l'État va mettre en place un dispositif coercitif pour forcer les plus pauvres d'entre nous à occuper les postes les plus dégradés du monde du travail. Le principe est simple[1]: l'attribution du minimum social RMI ne se fera qu'en contrepartie de l'entrée dans un emploi et selon une logique nouvelle: un contingent de postes permettra aux patrons de toucher à la place du salarié le montant du RMI, et de ne le lui reverser qu'en contrepartie de l'acceptation d'un poste à temps partiel, à durée déterminée, complété par une aumône de 140 euros, avec interdiction formelle de cumuler cet emploi avec un autre. Cette somme globale sera désormais appelée RMA. Nous irons donc au chagrin pour moins de mille balles mensuels...,deux balles de l'heure pour le taulier... Sellière en rit encore.

1. En octobre 2003, le RMA était encore en discussion.

MISE EN PLACE DU TRAVAIL FORCÉ

Nous sommes en train de passer d'une «société d'assurance» face au risque chômage, ancrée sur des caisses reposant sur les principes de la mutualisation des cotisations des travailleurs (les indemnités Assedic), et sur les principes de solidarité organique (RMI, ASS, minima sociaux), à une société qui ré-individualise le rapport du travailleur à l'employeur, laissant reposer toute l'incertitude, le risque social sur les épaules du premier. En effet, après des décennies d'institutionnalisation de droits sociaux visant à prémunir les salariés de trop forts déclassements, voire de disqualification sociale, l'État, jusqu'ici principal médiateur dans la relation antagoniste patronat-salariat tend à réorienter sa fonction. L'État dit «providence» (*welfare state*), mais dont le rôle a été défini à travers des compromis historiques sur les régulations nécessaires à la bonne marche de l'économie de marché «à la française», relâche depuis une vingtaine d'années maintenant ses prérogatives de redistribution pour construire un appareillage nouveau de contrôle de la main-d'œuvre, en particulier au travers de sa mise au travail obligatoire. La dégradation des conditions de travail et d'emploi, sous les coups notamment d'une concurrence internationale de plus en plus aiguë qui modifie durablement le rapport capital/travail, l'installation d'un chômage de masse et le développement du travail précaire et aléatoire, doivent désormais être acceptés par le monde du salariat. Il s'agit d'aller «en jouer» dans les nouvelles règles de la division sociale et technique du travail. Alors, les filets de protection, les fonds de solidarité disparaissent un à un pour rendre inéluctable l'acceptation du travail sous des formes toujours plus dévalorisées. Les protections collectives anciennement inhérentes au contrat de travail deviennent de l'histoire ancienne. Nous sommes passés du *welfare state* au *workfare state*, selon le modèle anglo-saxon d'institutionnalisation de la précarité, de la casse des garanties collectives, avec pour conséquence flagrante l'apparition d'une classe de travailleurs pauvres, totalement dépendants des mouvements de stockage et de déstockage de main-d'œuvre opéré par les entrepreneurs.

FIN DU PRINCIPE DU SALAIRE MINIMUM

Avec cette évolution du rapport salarial, le travailleur se retrouve seul face à l'employeur pour négocier ses conditions d'embauche, mais également pour assumer ses périodes probables de chômage ou de reconversion. Puisque ces événements de la vie de travailleur ne sont plus couverts par des droits collectifs, le nouvel ordre salarial prend racine dans l'individualisation du contrat social. Et quand les plus précaires descendent d'un cran dans la hiérarchie sociale, ce sont toutes les catégories laborieuses qui subissent un déclassement. Aujourd'hui, la vulnérabilité sociale a largement entamé la classe moyenne et moyenne «sup'», celles qui avaient le plus bénéficié de la période de l'État providence. Et on peut affirmer qu'une mesure comme le RMA la menace directement. Car si on perçoit bien que les bataillons de précaires sous-payés seront constitués par les ex-RMistes, les allocataires en fin de droits, les sans-droits avec en particulier les jeunes peu qualifiés, il ne faut pas perdre de vue que le RMA est une attaque en règle contre le SMIC. Or, comme dit l'autre, le SMIC, c'est rien. Moins que le SMIC, c'est moins que rien! Et quel avenir peut-on imaginer pour celles et ceux qui pensent que la mise au travail pour trois sous va enfin réparer une injustice due à l'hypothétique existence d'une classe de chômeurs «nantis» qui ferait la nique aux smicards? Et bien simplement ces mêmes smicards vont être mis en concurrence avec des travailleurs forcés, au tiers du prix conventionnel... Ainsi, c'est toute la pyramide salariale qui dégringole si les travailleurs ne font pas front commun contre ce type de mesure qui ne paraît toucher qu'une frange bien circonscrite du salariat, celle de la marge, celle qui repousse...

QUAND L'ÉTAT SUBVENTIONNE LES PATRONS

Pour caractériser ce passage du *welfare state* au *workfare state* on évoque fréquemment la tendance au désengagement de l'État. Pourtant, quelques indices pourraient plutôt nous amener à reconsidérer ce point de vue. En effet, souvenons-nous des largesses financières qu'avait reçues l'entreprise coréenne Dae-

À VOIR

Pas un pas sans Bata
Documentaire sur les ouvriers et ouvrières de Bata à Hellocourt (Moselle), dont l'usine a fermé en 2001.
Quand le chômage et la précarité rongent une région.
Jérôme Champion
(52 min), 2003
La Flèche Production

woo pour s'installer dans le nord de l'Hexagone. Sous la gauche à cette époque, on assistait à une initiative économique peu commune : l'État s'engageait à donner de l'argent des caisses publiques à une firme privée pour «gagner» l'implantation d'un site industriel. Cet exemple est certainement l'un des plus remarquables car on sait où ont fini les millions gracieusement offerts aux capitalistes... Après quelques années d'activité, marquées notamment par de nombreux incidents liés à des conditions de travail d'un autre âge, donnant lieu à une répression syndicale acharnée, Daewoo ferme le site et fout tout le monde sur le carreau. L'État se désengage ? Ça dépend envers qui.
Le RMA, c'est justement le renforcement de cette évolution du rôle financier de l'État dans le capitalisme post-fordien. Il s'agit pour les gouvernements de créer des dispositifs d'appui à la flexibilité, à la mobilité de la force de travail, à la baisse de son coût. Désormais, l'argent publique auparavant provisionné pour des caisses de solidarité sociale est directement mis à disposition des entreprises privées. C'est un véritable système de subventions de l'emploi précaire, couplé à des mesures coercitives forçant des travailleurs à rentrer dans la démarche RMA. L'État fournit les fonds et soumet la main-d'œuvre. Sellière s'esclaffe...

RENFORCEMENT DÉCENTRALISÉ DE L'APARTHEID SOCIAL

Jusqu'à présent, les fonds du RMI étaient émis par l'État, et distribués via les caisses d'allocation familiale. Avec le RMA, l'État ne fera plus que fixer le montant de l'allocation, et ce sera aux conseils généraux (CG), donc au niveau départemental, de construire le budget. On ne connaît pas le montant que l'État diffusera auprès de ces institutions, et il y a fort à parier qu'il sera demandé aux CG de puiser dans leurs deniers propres pour fixer les limites de ce budget. Par ailleurs, il incombera toujours aux CG, comme dans l'actuel RMI, de fournir la véritable «armée de travailleurs sociaux» pour gérer l'ensemble des mesures de suivi des personnes allocataires.
Cette évolution pourrait avoir trois conséquences particulièrement graves. La première concerne la disparité qui s'instaurerait entre des départements dotés de budgets élevés, et d'autres, plus démunis. Cela peut être notamment lié à la dynamique de l'activité économique locale, puisqu'une grande partie des ressources des CG provient des impôts locaux. Or, on a pu continuer à assister ces derniers temps à de véritables effondrements en règle de régions entières avec la disparition d'industries (textile, agro-alimentaire, métallurgie, etc.). À l'inverse, d'autres territoires parient sur les nouvelles technologies pour réémerger ou se maintenir. Cependant, dans les conditions actuelles de la concurrence mondiale, ces secteurs d'activité sont des plus précaires et leur durabilité plus que volatile. Face à ces différences entre départements, donc entre budgets, on pourrait assister à des flux migratoires internes à l'État français, les pauvres de départements déshérités cherchant à s'installer dans des départements apparemment mieux dotés.
Ainsi, les CG pourraient être amenés à définir des lignes budgétaires strictes, pour un nombre de RMistes et «RMaste» strict, avec pour conséquence de limiter l'accès local aux minima sociaux. L'objectif consisterait à fixer les pauvres là où ils sont, à les contraindre à rester dans leur département d'origine. Ce serait un renforcement, selon nous, de l'apartheid social à l'encontre des populations paupérisées, et du développement séparé d'un territoire à un autre. De plus, un tel fonctionnement revient à contraindre toujours plus la liberté de circulation et d'installation à l'intérieur même de l'Hexagone.
Enfin, si on considère les conditions actuelles d'attribution du RMI et qu'on les met en perspective avec l'évolution vers le dispositif RMA, quelques remarques fortes viennent confirmer notre révolte contre le développement idéologique et quotidien du principe du travail obligatoire. En effet, avec le RMI, c'est la préfecture qui décide de l'attribution. Elle confie le dossier à une commission locale d'insertion (CLI) qui définit autour de trois critères principaux le contrat d'insertion du RMiste: trouver un emploi, obtenir un logement, régler des problèmes de santé. À charge aux travailleurs sociaux de suivre l'individu, et d'estimer les priorités, qui peuvent ne pas être forcément le retour à l'emploi. Avec le RMA, qui aurait pour corollaire, nous l'avons vu, une restriction budgétaire, ce sera aux CG de fixer les critères pour l'obtention de l'allocation. Et si on comprend bien la logique du RMA, les CG, à travers ses travailleurs sociaux et la CLI, auraient pour fonction de devenir plus drastiques sur la question du retour à l'emploi : «Vous acceptez ce poste sous format RMA, ou nous vous sucrons toute allocation». L'insertion signifie uniquement travail et ,surtout, il devient obligatoire, sous peine de sombrer totalement.

SE BATTRE POUR LES PRÉCAIRES, C'EST SE BATTRE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS!

Le RMA est actuellement soumis à diverses instances parlementaires. Son entrée en application, s'il était voté à l'Assemblée, se ferait au 1er janvier 2004. En attendant, d'autres droits des chômeurs et précaires ont subi des changements radicaux: limitation de l'ASS à deux ans, alors que cela constituait pour de nombreux chômeurs, notamment âgés de plus de cinquante ans, la seule ressource garantie; raccourcissement nouveau des droits Assedic, décidé encore une fois dans le dos des travailleurs-cotisants... C'est à un véritable saccage que nous assistons. Au vu des évolutions du travail et de l'emploi, et du développement de plus en plus prégnant de leurs caractères aléatoires, c'est bien sur la question de la redéfinition des garanties collectives qu'il faut nous battre. Il nous faut réfléchir à de nouvelles formes de mutualisation de la richesse produite, afin de garantir un revenu tout au long de la vie, de garantir un véritable droit à la formation professionnelle pour que chacun puisse être à même de choisir son activité, et afin de garantir l'accès libre et gratuit à l'ensemble des services sociaux collectifs. Mais surtout, il nous faut agir sans relâche pour obtenir le retrait du projet RMA, le retour à des conditions décentes d'indemnisation du chômage et de la formation. C'est une bataille sur le salaire social des travailleurs, de tous les travailleurs, qui est à l'ordre du jour. Toutes ces mesures sont les éléments d'un même puzzle, de soumission, de coercition pour discipliner la force de travail, avec pour objectif de nous faire accepter comme inéluctable la précarité sociale et économique. Précaires, travailleurs, chômeurs, associons-nous ! À l'image des récentes jonctions entre intermittents et précaires en lutte (Paris, Nantes, Marseille...), développons des espaces d'appui mutuel, et construisons des fronts. Construisons l'offensive.

Richard Schwarz

analyse RÉGLEMENTER LA MOBILITÉ N'EST PAS QU'UN ENJEU ÉCONOMIQUE MAIS BIEN UN MÉCANISME D'APARTHEID, LA PRISON FERME N'ÉTANT QUE LE DEGRÉ EXTRÊME D'UNE DISCIPLINE QUI S'APPLIQUE AU QUOTIDIEN ET QUADRILLE L'ESPACE SOCIAL DANS SON ENSEMBLE.

Des mondes séparés

Le contrôle de la mobilité comme outil de domination

LA LUTTE POUR LES TRANSPORTS GRATUITS est une manière de s'opposer à l'expression urbaine de l'apartheid social. Les villes occidentales se construisent sur une dichotomie entre zones riches et pauvres. Si aujourd'hui l'État n'a pas encore construit entre ces territoires un «mur de Berlin»[1], c'est bien qu'il est confronté à une contradiction : d'un côté, confiner les pauvres, supposés dangereux, dans leur quartier et de l'autre favoriser leur mobilité pour qu'ils puissent se rendre vers les lieu de productivité (commerces ou usines). Par exemple, l'État pénalise les chômeurs à de la prison ferme quand ils ne peuvent pas payer les transports en commun. Et à l'inverse, il offre la possibilité à ces mêmes chômeurs de voyager gratuitement (via l'ANPE) lorsqu'ils sont à la recherche d'un emploi. Dans cette double dynamique contradictoire – cloisonnement et émulation de la mobilité –, l'État n'a qu'une solution : le contrôle de cette mobilité. C'est pourquoi la revendication des transports gratuits devient une lutte radicale pour la liberté de circulation.

LA MOBILITÉ, ENJEU DE TOUTES LES DOMINATIONS ?

Toutefois, le contrôle de la mobilité n'est pas simplement un moyen de séparer les pauvres des riches, il est plus largement un outil de domination. Ainsi, notre mobilité n'est pas la même selon les genres. Le schéma, encore souvent d'actualité, de la femme à la maison et de l'homme au travail montre que le dominant bouge et la dominée est immobile ou presque. Comment se libérer de cette domination patriarcale lorsque sa vie se résume à quatre murs ? Pour Claude Maignien : « Les femmes vivent leur enfermement dans un espace qui détermine matériellement leur infériorité ; leur oppression y est évidente : vouées à l'entretien du foyer, à la reproduction de l'espèce, elles sont sans prise sur le monde extérieur, sur l'avenir et ne se dépassent vers la collectivité que par le truchement de l'homme. [...] Le rôle dévolu à l'homme c'est l'action, il produit, combat, crée, le monde lui appartient, alors que l'univers de la femme s'est réduit aux murs de son foyer. »[2]

Priver quelqu'un de sa libre mobilité est d'ailleurs la punition suprême, via la prison, dans les pays qui ont aboli la peine de mort. Michel Foucault parle de mobilité en terme d'espace : « la discipline est avant tout une analyse de l'espace »[3]. Elle sert à répartir l'individu dans des espaces donnés et à commander leur déplacement. Pouvoir se mouvoir librement est donc terriblement subversif dans une société qui organise nos déplacements. La peine de prison ferme est donc le degré extrême d'une discipline qui s'applique au quotidien : « Sans l'espace, en effet, les disciplines seraient impensables en ce qu'elles reposent toujours à l'armée, à l'école, à l'hôpital, sur des emplacements qui sont des implantations»[3]. La prison, pense le philisophe, est donc le paradigme de notre société, le cas extrême sur lequel elle s'appuie, et se développe dans tous les espaces de nos vies de manière plus modérée.

LE NOMADISME CONTRE LA NORME

Dès lors, dans une société où la sédentarité est la règle, les peuples nomades sont plus que jamais craints lorsqu'ils ne se soumettent pas aux normes imposées par le pouvoir en place. La société de l'ancien régime, au XVIIIe siècle, distinguait les errants des migrants. « L'errance dans les sociétés traditionnelles est considérée comme un mal et comme un danger en soi, comme un facteur d'anomie. Elle est tolérée et acceptée à deux conditions : qu'elle soit temporaire et ne devienne pas une façon de vivre ; qu'elle soit organisée et encadrée par les institutions et les solidarités de la société toute entière. S'il permet d'améliorer les conditions de vie, le nomadisme est acceptable ; s'il conduit à la remise en cause des formes coutumières de la vie, il devient

1. Voir photo de la ville de Cuincy (ci-dessous).

2. Madeleine Pelletier, «L'Éducation féministe», Syros (1978).

3. François Boullant, «Michel Foucault et les prisons», PUF (2003).

DANS LA VILLE DE CUINCY (NORD), EN 2002, LE MAIRE A DÉCIDÉ D'INSTALLER UNE GRILLE ENTRE SA VILLE ET LE QUARTIER HLM DE DOUAI, AVANT DE LA RETIRER SOUS LA PRESSION DE LA POPULATION.

condamnable. [...] Au départ et à l'arrivée le migrant répond de ses actes ; il ne rompt pas avec les autorités, le seigneur, le curé, les notables ; il est reconnu par les organisations coutumières et peut compter sur sa famille. En revanche, l'errant peut susciter la méfiance s'il a rompu les ponts, si les garanties ne fonctionnent plus, s'il trouve dans sa façon de vivre une capacité à survivre et s'il apparaît de plus en plus comme une menace qui déclenche la répression de manière de plus en plus organisée. C'est ainsi que le vagabondage devient un délit.»[4]

L'évolution du traitement de la nation Rom est riche d'enseignement sur les politiques de contrôle de la mobilité. Leur dénomination traduit les changements de politique: « D'abord appelés "bohémiens" (à travers une législation discriminante d'assimilation), ensuite "nomade" (à travers une volonté discriminante de sédentarisation) et enfin "gens du voyage" (à travers une législation discriminante de surveillance et de contrôle)... ».[5] Les craintes qu'ils provoquent sont liés au fait qu'ils peuvent être porteurs d'un savoir, d'idées subversives. Ainsi, dans une période de crise comme la Seconde guerre mondiale, un décret de 1940 interdisait la circulation des nomades sous le prétexte que « leurs incessants déplacements au cours desquels les nomades peuvent recueillir de nombreux et importants renseignements, peuvent constituer pour la défense nationale un danger très sérieux. »[5]

L'anthropologie différencie aussi les peuples selon leur mobilité : nomades, semi-nomades et sédentaires. Cette distinction implique d'autres changements comme les systèmes de parenté, patrimoniaux, de croyance. L'accumulation est, par exemple, quasi inexistante car il est impossible de transporter en permanence les biens. Bref, c'est l'ensemble de la société qui s'appuie sur des valeurs différentes. La crainte de l'État envers les peuples nomades est largement dans les normes et les rapports sociaux différents qu'ils véhiculent. Le contrôle incessant de la mobilité par la société capitaliste invite à s'interroger sur les transformations plus profondes que pourraient entraîner l'existence d'une société de libre mobilité.

UNE THÉORIE DE L'EXPLOITATION PAR LA MOBILITÉ

Plus on est riche, plus notre mobilité va vite. Ainsi, 75 % de la population de la planète (essentiellement dans le Sud) se déplace à la force de ses muscles, c'est-à-dire le plus souvent à pied ou à vélo, pour des vitesses oscillant entre cinq et vingt kilomètres à l'heure. D'autres voyagent avec des énergies fossiles et utilisent les deux-roues motorisés, les transports en commun voire une voiture. Plus on est riche, plus on va vite, en achetant, par exemple, une « grosse voiture ». Pour quelques-uns, les déplacements se font en hélicoptère ou encore en jet privé. La mobilité n'est pas seulement un moyen de cloisonner deux mondes, il est aussi un ordre hiérarchique.

Parler d'une théorie de l'exploitation par la mobilité implique que le succès des uns est dû en partie à l'utilisation de l'intervention des autres, dont l'action est méprisée. Aujourd'hui, on peut dire que les «mobiles» exploitent les «immobiles», dans la mesure où ils profitent de leur sédentarisation. Dans notre société en réseau, un chef d'entreprise cherche en permanence à établir des liens, à remplir son carnet d'adresse, à créer des contacts ; pour un jour transformer ce capital social en argent. Mais, ce patron a besoin d'une personne qui reste dans l'entreprise, qui assure l'entretien de ces liens (prises de rendez-vous, informations précises, courriers...). Par exemple, « à quoi servirait un téléphone portable si on ne peut pas trouver au bout du fil, sur place, à la base, quelqu'un qui peut agir à votre place parce qu'il dispose, à portée de la main, de ce sur quoi il faut agir ? »[7]

Il ne faudrait pas confondre la mobilité d'un patron avec celle d'un immigré. Le premier choisit sa mobilité, tandis que le second la subit. Lorsque le même patron, trop occupé bien sûr, veut manger, il ne se déplace pas. De chez lui, il commande une pizza, que le coursier se chargera d'apporter. Pour satisfaire son immobilité, il a besoin de « mobiles ». L'État a parfois intérêt à la mobilité, comme lorsqu'il construit un barrage. Il n'est alors pas question d'empêcher les gens d'être immobiles. On les déplace vers d'autres territoires. La mobilité n'est donc pas toujours volontaire, elle est souvent subie. Il ne faut donc pas opposer la mobilité à l'immobilité, mais bien le choix d'être mobile ou immobile au fait de subir la mobilité ou l'immobilité.

Il ne s'agit pas ici de défendre la mobilité comme valeur positive (est admiré celui qui voyage aux quatre coins du monde) mais bien de défendre la liberté et l'égalité face à la mobilité. Clairement, cela représente un danger pour les institutions de la société capitaliste car c'est synonyme d'un bouleversement de ses bases. Refuser le contrôle de nos déplacements, c'est refuser la gestion de nos vies par le système. La libre circulation porte en elle une puissance transformatrice, révolutionnaire. C'est pourquoi les luttes pour un libre et égal accès à la mobilité, celles des Roms, des sans-papiers, les luttes contre les prisons, celles de libération des femmes, doivent porter ensemble la revendication de la liberté de circulation. **Gildas**

4. Daniel Roche « Humeurs vagabondes, De la circulation des hommes et de l'utilité des voyages », éd.Fayard (2003).

5. Xavier Rothéa « France, pays des droits des Roms ? Gitans, bohémiens, gens du voyage, tsiganes... », éd.Carobella ex-Natura (2003).

6. Luc Boltanski et Ève Chiapello, « Le Nouvel esprit du capitalisme », éd. Gallimard (1999).

En lutte

Des collectifs pour les transports gratuits mettent en action la liberté de circulation dans les transports en commun.
À Marseille, le Collectif sans-ticket a mis en place, l'espace d'une journée, une ligne de bus gratuite.
À Lyon et à Nantes, les militants organisent des zones de gratuité en prévenant les usagers de l'éventuelle arrivée de contrôleurs. Une action inspirée du Collectif sans-ticket belge.
À Paris, le Réseau pour l'abolition des transports payants réalise des actions portes ouvertes qui consistent à bloquer l'accès aux portillons du métro tout en permettant aux voyageurs d'entrer gratuitement.

BRUXELLES
Collectif sans-ticket
35 Rue Van Elewijck
1050 Bruxelles
collectifsansticket@altern.org

LILLE
transgrali@no-log.org

LYON
Collectif Transports en commun libérés (TCL)
c/o AC ! Rhône
37 cours de la République
69 100 Villeurbanne
04 78 84 38 51
collectif.tcl@free.fr

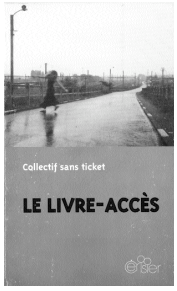
MARSEILLE
Collectif sans ticket-Marseille (CST 13)
c/o AC ! 13
27 bd Charles-Moretti
13014 Marseille
sansticket13@yahoo.fr

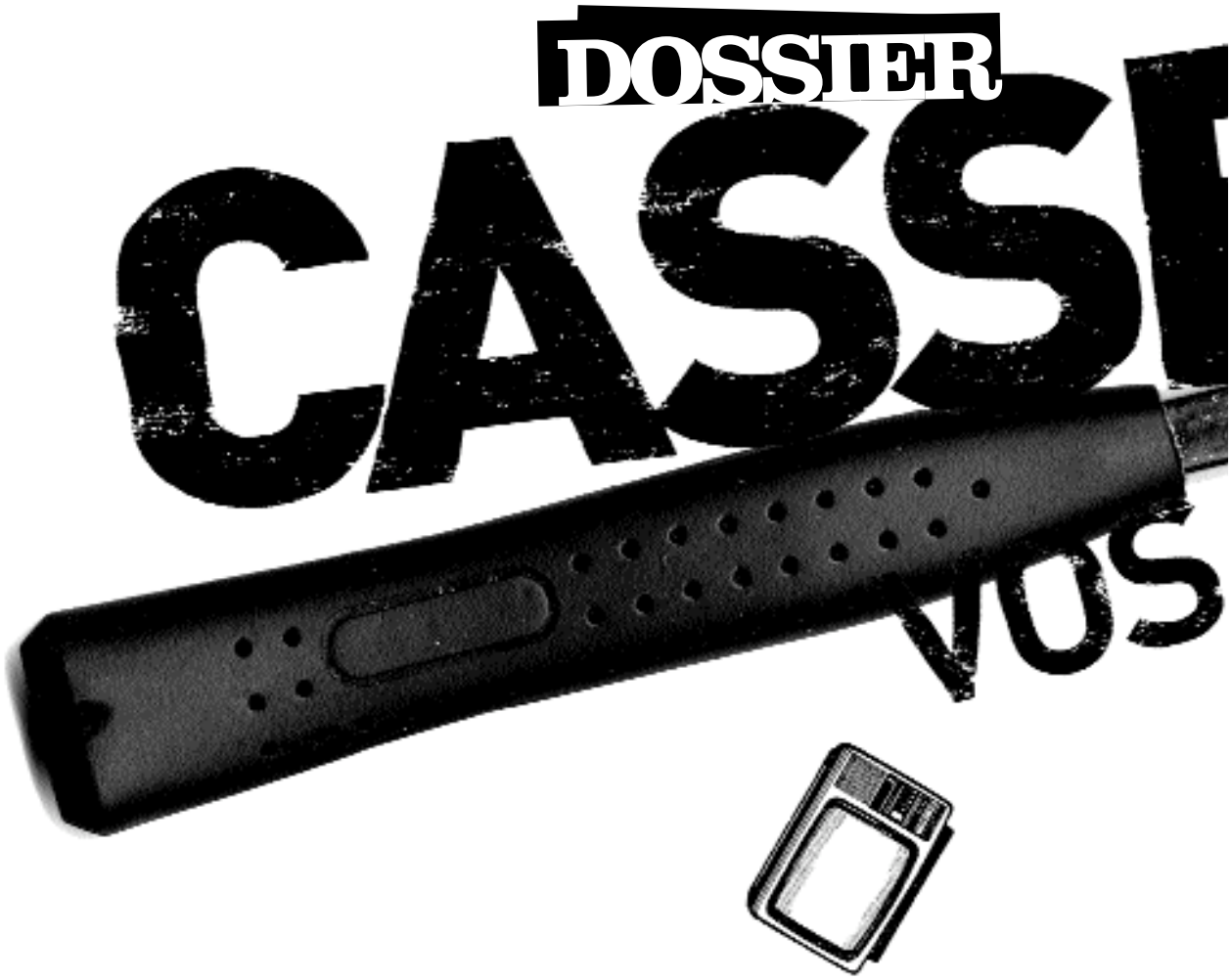
NANTES
Collectif Transports gratuits et vite (TGV)
21 allée Baco
44 000 Nantes

PARIS-ILE DE FRANCE
Réseau pour l'Abolition des transports payants (RATP)
145 rue Amelot
75 011 Paris
gratuit@samizdat.net
http://ratp.samizdat.net

À LIRE

Collectif sans ticket
Le livre-accès
Éd. du cerisier
(2001)



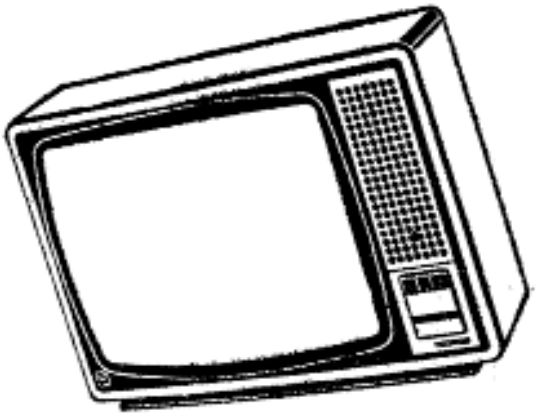


LE JOURNAL DE 13 HEURES de Jean-Pierre Pernault pue le pétainisme, les séries glorifient la police, les reportages stigmatisent les grévistes, les femmes jouent le rôle de potiches, les journalistes sont des mèche avec les politiciens et les grands industriels (à qui les chaînes appartiennent), etc. Heureusement Arte et quelques bons documentaires diffusés à des heures tardives nous laissent entrevoir ce que serait une télévision de qualité dans un monde meilleur. Mais critiquer la nature des programmes et l'idéologie qu'ils véhiculent permet-il vraiment de questionner les effets de la télévision? De la même façon, on peut se demander si comprendre les mutations entraînées par la naissance de l'imprimerie au travers de ses publications est suffisant? Les médias sont-ils une variable dépendante du système politique et social, soumis au pouvoir? Ou sont-ils plutôt une variable indépendante, une institution dominante dans la société contemporaine?

APRÈS TRAVAILLER ET DORMIR, regarder la télé est la troisième activité des Occidentaux. En France, la population y passe en moyenne plus de trois heures par jour. Dans les foyers, le tube cathodique a remplacé la cheminée et occupe une place centrale autour de laquelle la vie s'organise. Non contents d'occuper l'espace domestique, les écrans ont envahi les espaces publics (aéroports, gares, postes, vitrines, places, boutiques…). Chez soi ou à l'extérieur, ces écrans isolent et enferment l'individu.

EN QUELQUES DÉCENNIES, la télévision a acquis le monopole de la production de sens, de la norme sociale et de l'imaginaire collectif alors que les institutions politiques et religieuses s'effondraient. Elle assure le lien et devient le principal espace de reconnaissance sociale. Elle modèle les représentations symboliques. Les représentations sont inhérentes à l'humanité, en revanche, lorsque les représentations se substituent au réel et deviennent l'unique accès au monde pour une majorité de la population, on assiste à une véritable mutation anthropologique.

LA TÉLÉVISION EST UN FLOT incessant d'images, leur diffusion en continu est sa raison d'être. Cette idéologie de la communication place la représentation comme un impératif absolu. Ce qui ne peut pas être représenté n'existe pas. Pour exister il faut donc être « représentable », pouvoir se traduire en image, rentrer dans ces formats audiovisuels. Toute une part de la connaissance, des savoirs, de la réflexion, de l'abstraction, du raisonnement, du jugement disparaissent au profit de l'émotion, de l'épidermique, du réactif, de l'immédiateté, de la simplifi-



cation… Tout est façonné pour être montré. On assiste à la spectacularisation du monde. Le téléspectateur veut tout voir, il exige d'avoir accès à une quantité astronomique de programmes qui lui confère une toute-puissance face au monde… depuis son fauteuil. Cette idéologie du « tout-voir » et de la transparence accompagne la société du contrôle généralisé.

BEAUCOUP SE PASSIONNENT pour l'intimité « télévisée » de l'autre, tout en étant indifférent à ce qui les entoure. La communication par écrans interposés permet aux individus d'entrer en contact les uns avec les autres sans prendre le risque de la rencontre. On se prémunie ainsi de la difficulté de la relation humaine. La connexion devient le paradigme du lien social.

UNE IMAGE CHASSE L'AUTRE, tout s'efface, se dévalue. Le zapping s'impose dans tous les domaines de la vie. L'accélération globale du monde et sa virtualisation éloigne l'individu du monde réel et de ses possibilités d'intervenir sur lui. Il se sent indifférent, au mieux impuissant.

UN DES GRANDS DÉFIS pour les mouvements de contestation radicale est de rendre à nouveau pensable la possibilité de révolutionner le monde. Nous devons avant tout refuser la contestation spectaculaire et nous opposer au monde de la représentation tout en démontant ses principaux fondements. C'est ce que nous tentons de faire dans ce dossier en nous attaquant à télévision. **Cédric**

DOSSIER

LE PHILOSOPHE JEAN-JACQUES WUNENBURGER SIGNE AVEC «L'HOMME À L'ÂGE DE LA TÉLÉVISION» UNE CRITIQUE RADICALE DE LA TÉLÉVISION

L'ÂGE DE LA **TÉLÉ**

Propos recueillis et mis en forme par Cédric.

Sur quels thèmes avez-vous travaillé avant de vous intéresser à la télévision?

J.-J. Wunemburger J'ai toujours travaillé sur la critique des rationalités. Mon premier livre, écrit en 1974 était consacré à la fête. On s'aperçoit aujourd'hui que les grands phénomènes de la science, de la technique et des médias dérivent et aliènent la vie. Il s'agit de comprendre comment la vie peut se penser sans ces confiscations que sont les grands systèmes de reconstruction des savoirs par les pouvoirs.

Comment avez-vous été amené à écrire sur la télé?

Je m'intéresse depuis longtemps au monde des images et de l'imaginaire. On m'avait demandé un article sur la télévision, je me suis alors rendu compte qu'il y avait peu de critique radicale de la télé.

Vous ne vous contentez pas d'une critique des contenus, vous montrez comment la télévision en elle-même pose certaines questions...

Lorsqu'on prend du recul sur la place qu'occupe la télé dans la vie des gens d'aujourd'hui on est effrayé. Le trois-quarts de la population passent trois heures par jour devant le tube cathodique, soit une journée par semaine. Quand on sait que cette activité est relayée par les conversations, que les gens lisent les magazines télé, on se rend compte de l'ampleur du phénomène. Ce n'est pas totalement nouveau, l'illusion a toujours existé, mais il y a transformation de cette illusion au point où on est face à un plaisir inédit devant lequel l'esprit critique a démissionné.

Vous parlez d'illusion, d'aliénation, c'est important, car un des grands arguments que l'on rétorque lorsqu'on critique la télé est le fait que le téléspectateur possède son libre-arbitre.

Cela vient d'abord du phénomène visuel. La télévision, c'est de l'image à distance, c'est là la différence avec la radio. À la radio, il y a une marge pour l'imagination. De plus, on peut continuer à bouger, à travailler, ce que l'image ne nous permet pas. Même mobile, l'image nous fixe et nous fige. Elle simule le monde, elle nous piège, elle nous emprisonne. Les Grecs anciens l'avaient déjà remarqué, il y a dans l'image une sorte de simulation fascinante qui nous fait perdre de vue le réel. Un des textes les plus célèbres, *L'Allégorie de la caverne* de Platon, nous donne le schéma de tous les rapports de l'homme à l'image. Le philosophe décrit les humains comme installés au fond d'une caverne regardant sur la paroi des ombres s'agiter. Ils croient que c'est la réalité. Il faut que quelqu'un les amène à se retourner et à sortir de la caverne pour qu'ils se rendent compte que ce ne sont que des images qui défilent sur les parois et qu'il faut quitter la caverne pour voir la réalité. La télévision, aussi proche qu'elle soit de l'actualité nous donne à voir le monde sous forme d'images. Face à un écran allumé, on a presque un phénomène éthologique, un comportement de l'espèce. L'œil est attiré par la source lumineuse. C'est un automatisme visuel. La télévision flatte ce besoin scopique. Il faut s'interroger sur le succès planétaire de la forme «écran», ceux des téléviseur et des écrans d'ordinateurs. Une partie de l'humanité passe sa vie devant un écran.

Lorsqu'on allume la télé, on est face à un flux d'images indifférencié qui entraîne le règne de l'indifférenciation...

L'effet de l'image télévisuelle est double. Il y a l'effet hypnotique. La télé pousse à la léthargie, endort le téléspectateur car c'est une image qui revient sans arrêt. On peut l'étudier de manière psychologique, presque biologique. Il y a une baisse de la vigilance. Une image chasse l'autre. Cela créé une instabilité, les contenus des images ne sont jamais vraiment identifiés. On perd 90% de l'information au cinéma et à la télé. Il y a une perte gigantesque dans la représentation audiovisuelle. Regarder la télévision a aussi des conséquences sur le corps et sur la manière de vivre. C'est le poste de télévision qui règle la disposition d'un mobilier dans les pièces où les gens vivent. Regarder la télé, c'est être immobilisé. La journée, on est

> Face à un écran allumé, on a presque un phénomène éthologique, un comportement de l'espèce. Même mobile, l'image nous fixe et nous fige. Elle nous piège.

souvent assis au travail, c'est de plus en plus l'œil qui fait l'essentiel. Le corps est peu sollicité dans la vie quotidienne : assis au travail, assis dans les transports, assis devant la télévision et ensuite au lit... C'est un phénomène nouveau dans l'histoire de l'humanité. On ne sait pas quelles en seront les conséquences physiques et neurologiques. Le corps se voit morcelé, coupé en tranches, chaque activité est développée sur le mode d'une technique. Une technique, cela signifie un temps déterminé, un coût déterminé. Avec le sport, les fonctions du corps sont réservées à des moments précis où on fait des performances. On s'installe dans une vie artificielle, toutes les séquences se suivent et ne sont plus du tout intégrées dans un mode de vie culturel et harmonieux.

Vous parlez aussi d'un rituel du spectacle...

La place de la télé s'explique pour des raisons banales de question pratiques. Dans beaucoup de maisons occidentales, le téléviseur est le centre visuel de la pièce, on va en attendre des spectacles exceptionnels. On a besoin de faire tourner la vie autour du téléviseur. La télé retrouve la place des objets sacrés des civilisations traditionnelles : l'objet autour duquel tout tourne, autour duquel on s'installe pour la prière, pour les cérémonies. Je commence mon livre en écrivant : « Imaginons un extraterrestre qui débarquerait sur terre et qui verrait le soir à 20 heures des millions de personnes assises devant une source lumineuse, il dirait : "c'est ce que j'ai vu dans les temples bouddhistes ou dans les pyramides il y a dix ou vingt siècles en Amérique du Sud. C'est un objet de culte". »

Face à la télé, il y a aussi des places, celle du chef de famille...

Absolument, il y a beaucoup de rituels domestiques qui s'ordonnent en fonction de la télé. Il y a à la fois l'espace et le temps. Le temps est organisé en fonction du spectacle à voir. La télévision règne sur la vie quotidienne. Nous avons de moins en moins conscience de cette tyrannie.

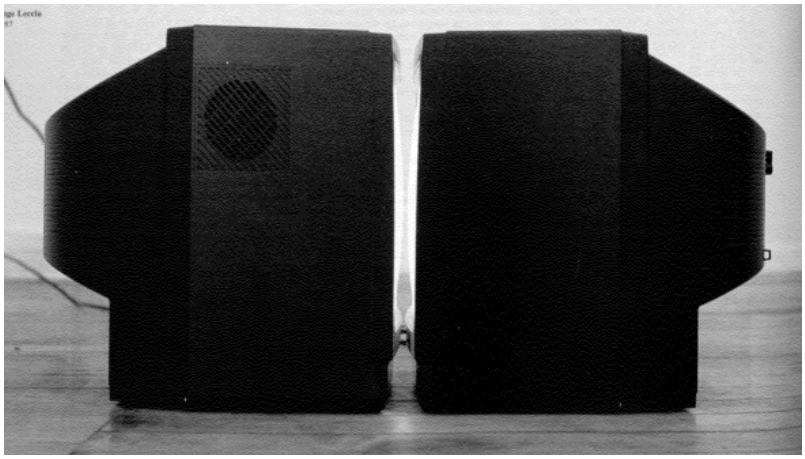
L'écran procure ce que vous appelez un sentiment de toute puissance.

Ce phénomène s'étend au cinéma, par la technique de reproduction du réel, on a l'impression que l'on voit le monde beaucoup mieux que dans la réalité. On voit plus de choses que ce que notre propre expérience nous permet de saisir. Une caméra nous place à des endroits du monde où nous n'aurions pas pu aller. Voir nous donne l'impression que rien ne nous résiste. Cette sensation de puissance cache une impuissance, les êtres sont irréels puisque l'on n'a aucun rapport avec eux. La télévision donne accès aux gros plans et donc l'impression d'être au cœur du monde et pourtant nous sommes seuls, dans la distance et le silence. C'est une illusion totale de proximité. On dit souvent qu'il ne faut pas critiquer la télé car elle permet de compenser la solitude ; c'est une compensation artificielle car il n'y a pas d'échanges. C'est le type même d'un artefact illusoire, d'autant plus qu'on a l'impression de dominer le monde.

La télévision est souvent considérée comme une fenêtre ouverte sur le monde, vous parlez d'un spectacle contrefait.

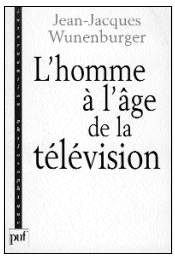
Le phénomène optique de l'enregistrement est une sélection. Il y a une différence entre ce que vous vivez et ce que vous enregistrez. Le monde se rétrécit dès qu'il est mis en image, il y a une perte fondamentale du monde ambiant. Si on montre les coulisses, de temps en temps, il n'empêche qu'il y a des coulisses permanentes et qu'on fait comme si elles n'existaient pas. La vrai spectacle, le théâtre, la fête transforment la vie. On passe dans un nouvel espace. On sait qu'on crée un monde artificiel, que les gens se maquillent, qu'il y a des coulisses... Il y a une unité de temps et d'espace du spectacle. On sait lorsque ça commence et lorsque ça s'arrête. Durant le spectacle, de nouveaux codes fonctionnent. C'est ce qui disparaît à la télé. Le réel et le jeu sont complètement confondus. L'essence même du phénomène visuel ne change pas. Sur le même écran avec la même vitesse de défilement, on passe d'un reportage à un film à un débat... Il y a une abolition du spectacle et une spectacularisation de la vie. Cette confusion nouvelle me semble être la caractéristique fondamentale de la télévision. Dans la fonction divertissante de la télé, les films jouent un rôle important... Regarder tous les jours des films est une boulimie. On a besoin de rêver, de se divertir. Voir chaque jour des histoires filmées me semblent pathologique. La multiplication des chaînes montre qu'il y a un besoin croissant de productions filmiques. Jusqu'à nouvel ordre, nous n'avons ni le génie inventif ni les finances pour réaliser autant de films. Il y a une généralisation des feuilletons à l'eau de rose, des images au kilomètres qui sont là pour distraire... ■■■

Le monde se rétrécit dès qu'il est mis en image



À LIRE

Jean-Jacques Wunenburger
L'Homme à l'âge de la télévision
Éd. PUF (2000)



AGIR

VIVRE SANS LA TÉLÉ

La Semaine internationale sans télé a lieu chaque année en avril. **Brisons nos chaînes**, **Résistance à l'agression publicitaire** et **Casseurs de pub** proposent, à cette occasion de faire une pause et de mettre à profit les trois heures trente que passe en moyenne chaque Français, quotidiennement, devant son écran pour sortir du conditionnement télévisuel et publicitaire. Une semaine sans télévision, c'est le défi qu'ils proposent de relever.

Contacts :
Résistance à l'agression publicitaire (RAP)
53, rue Jean-Moulin,
94300 Vincennes
Tél. : 01 43 28 39 21
Fax : 01 58 64 02 93
rap@antipub.net

Réseau pour l'abolition de la télé (RAT)
Brisons nos chaînes
chez Publico,
145, rue Amelot,
75011 Paris

Casseurs de pub
11, place Croix-Pâquet,
69001 Lyon
Tél. : 04 72 00 09 82
Fax : 04 77 21 52 96
casseurs@antipub.net
www.antipub.net

La télévision aimerait aussi tout voir et être partout.

Le média lui-même est soumis à une contrainte invraisemblable: le temps. Il y a une obsession du temps qui fait que les images doivent tenir dans un laps de temps extrêmement serré. Or, certains faits doivent prendre du temps pour être montrés, explorés. Dans les informations, il y a une réduction du commentaire qui entraîne un appauvrissement. Du fait de la nature même de l'image, il y a une imposture, on croit être informés alors que l'info est réduite au minimum.

On a l'impression que l'image est plus crédible que le texte.

C'est une mystification de l'art télévisuel: faire croire que l'image est une source de réalité mécanique, alors qu'elle est fabriquée de A à Z par les appareils d'enregistrement, par le point de vue, par le montage, par la bande-son... L'image est artificielle quand elle n'est pas truquée dès le départ. On sait très bien que dès qu'une caméra pénètre dans un champ, les personnes filmées ne sont plus naturelles. Il y a une mise en scène spontanée qui transforme la réalité. Il y a théâtralisation dès qu'il y a une caméra. Comme certaines techniques scientifiques, la télé enregistre une réalité déjà transformée par le fait qu'on l'enregistre. La télévision se fait oublier. Personne n'aurait l'illusion de dire qu'un livre est la réalité, on n'oubliera pas d'aller voir le réel. Le livre ne fait pas écran avec la réalité, c'est un intermédiaire, un outil, mais il ne remplacera jamais le réel. Or, la télé fait croire que le réel est là.

Vous mettez en garde quant à la fonction culturelle de la télévision.

On aborde une question délicate. La critique du rôle culturel est difficile à porter. Le petit écran a permis à des milliards de téléspectateurs de découvrir des aspects de l'humanité qu'ils n'auraient jamais découverts. En terme d'élargissement de la vie de l'esprit, il y a une source d'informations inédite et qui peut être considérée comme une progression. Pour qu'il y ait culture, il faut une hiérarchisation, une mise en ordre des savoirs. La télé est le contraire de l'école, il n'y a aucun cheminement, aucune errance, c'est le désordre mental. La démagogie culturelle se confond avec la démocratie culturelle. L'audiovisuel est un des outils qui permet la diffusion du savoir. C'est un outil de diffusion et non de constitution des savoirs. Le savoir passe par la maîtrise de l'abstraction, la capacité de raisonner, de maîtriser une langue et des concepts. Faire croire que l'on peut éviter cela est un mensonge. Les activités de réflexion suppose l'abstraction, donc, à un moment donné, l'absence d'image. La pensée prend du temps.

Vous expliquez que la télé fabrique des idoles.

Son vrai pouvoir est un pouvoir de consécration, du langage et des individus. N'importe qui peut s'en apercevoir, par exemple lors d'un événement local. Si vous avez la «chance» de passer deux minutes à la télé, vos voisins vont vous dire «on vous a vu à la télé». Le simple fait d'avoir été vu à la télé vous transforme. Cela donne une valeur à quelqu'un. Chacun peut expérimenter ce pouvoir, l'expression la plus sinistre étant «Vu à la télé». Le médium remplace le message, c'est une fabrication fantasmatique de valeurs. C'est une des caractéristiques les plus sournoises de la modernité.

> Le savoir passe par la maîtrise de l'abstraction, la capacité de raisonner, de maîtriser la langue et des concepts. Faire croire que l'on peut éviter cela est un mensonge.

Si on ne passe pas à la télé, on n'existe pas, il faut donc faire en sorte d'y passer, intégrer ses normes...

Les faits montrés à la télé sont préfabriqués pour la télé. Même les évènements politiques se déroulent de telle manière qu'ils puissent passer à la télé. Les plus grands évènements sont calculés en fonction d'une programmation télévisuelle. On a besoin de produire du spectacle, il n'y a pas de spontanéité. Il y a un style pour passer à la télé, cette stylisation va de plus en plus envahir l'ensemble de la société. Son dispositif sert de modèle dans la manière dont les gens produisent de l'événement historique.

Cette culture télévisuelle est intégrée par d'autres médias, comme la presse.

C'est une des grandes réussites de la télé. Elle a réussi à imposer son style à notre société. Le visuel est prioritaire sur le contenu. Le contenu doit toujours être relayé par l'image, l'écrit seul n'a plus l'attrait suffisant pour servir de support à la communication. Tous les messages sont retravaillés pour que la lecture soit la plus simple possible. Le zapping est la révolution culturelle de l'œil. Nous sommes face à un appauvrissement de la communication.

Et aussi de l'imagination...

C'est un des paradoxes. La télé permet de fournir à des individus de quoi rêver. On peut s'interroger là-dessus. La rêverie, ce n'est pas simplement consommer des images, des histoires, des feuilletons. Rêver, c'est être capable pas soi-même de produire de la rêverie, imaginer, pas simplement consommer des images préfabriquées. La télé surcharge l'imaginaire de stéréotypes. Avec trois ou quatre heures de télévision, où peut-on trouver le temps de rêver? Lorsque les gens sont privés de petit écran, il y a des moments de catastrophes, car ils n'ont plus les ressources intérieures pour vivre par eux-mêmes. Il faut recréer des mondes intérieurs et découvrir ses propres richesses.

La télévision appauvrit le lien social.

La magie de l'écran est une communication à sens unique. Il y a simulation de l'échange, nous n'avons pas à être présent à l'autre, à engager notre disponibilité, à être à l'écoute. Les êtres conditionnés par la télé peuvent se conduire dans la vie comme ils se comportent face aux personnages qu'ils voient défiler sur leurs écrans. La télé, c'est la vie confisquée.

DOSSIER

PENSER LA TÉLÉVISION IMPLIQUE DE LA CONSIDÉRER DANS CE QUI LA CONSTITUE PROFONDÉMENT. NOUS NOUS PROPOSONS DE MONTRER EN QUOI LA TÉLÉVISION EST EN ELLE-MÊME ALIÉNATION.

CASSEZ VOS TÉLÉS

ALIÉNATION DE LA CONSCIENCE

MEDIUM IS MESSAGE

Marshall Mac Luhan a écrit en son temps que le « *medium* est le message »[1]. Il préfigure ainsi des analyses plus poussées sur la télévision en elle-même : il nous apprend que le propre du *medium* n'est pas son contenu, mais la forme qu'il prend. C'est-à-dire que toute médiation entre le réel et une personne observatrice induit en elle-même des choses, et que ces choses sont le véritable message du *medium*, indépendamment du contenu. Roland Barthes a pu analyser ainsi la photographie[2]. On peut espérer aborder de la même façon la télévision.

FLUX ET CONSCIENCE

La télévision diffuse un flux ininterrompu d'images. Pour reprendre le vocabulaire utilisé par le philosophe Edmund Husserl[3], tout flux vidéo (comme tout morceau de musique) est un objet temporel. C'est-à-dire qu'il n'existe que dans le temps, on ne peut pas faire « pause » et conserver l'objet lui-même. Pour la télévision, c'est assez clair : même si je fais « pause » sur mon magnétoscope, je ne suis plus dans le visionnage du document audiovisuel : je n'ai plus accès qu'à une image et en aucun cas au film dans sa durée. C'est encore plus évident pour une musique. J'ai beau faire « pause » sur mon lecteur CD, je ne peux pas arrêter le flux musical en un point donné, car il n'existe que dans son déroulement.

Pour Husserl, la structure de la conscience est temporelle, et son étude peut donc nous permettre de comprendre notre rapport aux objets temporels, à l'audiovisuel. Pour lui, la conscience est toujours conscience de quelque chose, quitte à n'être que conscience d'elle-même (comme lorsque je réfléchis sur moi-même), elle ne peut pas pointer sur du néant, ni sur plusieurs choses à la fois[4]. Dès lors, lorsque je regarde la télévision, ma conscience va pointer à chaque instant vers un flux d'images et de sons : son écoulement temporel va coïncider avec celui du film ou de la vidéo que je regarde. La coïncidence du flux audiovisuel et du flux de ma conscience va provoquer mon adhésion immédiate à ce que je regarde (et écoute). En gros, je ne suis plus moi-même lorsque je regarde la télévision, ma conscience se plaque sur le flux d'images : je deviens ce que je regarde. D'où la capacité de la télévision à vider l'esprit : lorsque je regarde la télévision, ma conscience devient celle des instants successifs qui défilent à l'écran[5]. D'une certaine façon, c'est ce qui fait la magie du cinéma. Mais là où la télévision acquiert ce pouvoir presque incommensurable, c'est qu'elle est un flux ininterrompu d'images. Lorsque l'on va au cinéma, le film a un début et une fin. Lorsque l'on regarde la télévision, même s'il s'agit d'un film, la succession d'images ne s'interrompt jamais (les pubs enchaînent à la fin...). Il est donc beaucoup plus difficile de s'extraire du flux audiovisuel. La télévision nous plonge au gré de ses programmes dans une multitude d'ambiances et de pensées qui ne nous appartiennent pas, alors que notre conscience y adhère directement.

TÉLÉVISION ALIÉNATION

La télévision est donc une aliénation (au sens étymologique, l'aliénation n'est rien d'autre que le fait de se « rendre étranger » à soi-même, d'être « dépossédé » de soi) : lorsqu'on la regarde, on échappe à ses pensées, on s'échappe à soi-même. Cette faculté lui permet ainsi de devenir la troisième activité de la population française, de prendre des proportions dans l'espace social sans commune mesure avec celle des autres médias.

Le message de la télévision est la télévision, elle devient une fin en soi, indépendamment de ce qu'on y regarde. En elle-même, la télévision incite aux abus. Regarder longtemps la télévision n'est pas un mauvais usage du petit écran, mais bien un phénomène que celui-ci induit par son existence. Cela ne veut pas dire qu'il est impossible d'y résister individuellement, mais que socialement, elle implique qu'une très grande partie de la population succombera à son emprise. La télévision, en elle-même, implique son usage massif et abrutissant. Elle acquiert ainsi de nombreuses autres propriétés : faire passer le « réel » qu'elle nous dévoile (en fait profondément virtuel car déjà cadré, préparé, tourné, monté, retravaillé...) pour plus vrai que le réel lui-même (« c'est vrai, je l'ai vu à la télé... »), se présenter comme l'objectivité pure alors qu'elle ne fait rien d'autre que susciter l'adhésion immédiate de notre subjectivité, donner l'impression de vivre le monde alors qu'on ne fait rien d'autre que le vivre par procuration jusqu'à l'extinction du petit écran (qui n'a jamais ressenti cette impression de vide en soi-même, lorsque s'estompe la lumière vacillante qui laisse place à l'écran noir et terne ?), etc. Il ne peut pas y avoir de bonne télévision. Il peut y avoir de bons films et de bons outils vidéo, mais il ne peut pas exister de télévision non-aliénante socialement.

Pirouli

1. Marshall Mac Luhan, « Pour comprendre les média », éd. Seuil (1977).

2. Roland Barthes, « La Chambre claire », éd. Gallimard (1980).

3. Auteur entre autres de « Leçons pour une phénoménologie de la conscience intime du temps », PUF (1964).

4. Un exemple : prenez votre bras droit avec votre main gauche, et essayez de sentir en même temps votre main qui entoure votre bras et votre bras entouré par votre main : vous n'y arriverez pas, car la conscience ne peut être, à chaque instant, conscience que d'une seule chose à la fois. C'est ce que montre cette expérience nommée « expérience du chiasme » en phénoménologie.

5. Bernard Stiegler dans « La technique et le temps » (in t. 3 : Le temps du cinéma et la question du mal-être, éd. Galilée, 2001) développe ce type d'analyse de l'audiovisuel (dont cet article s'inspire), mais dans une optique peu critique (dont cet article s'éloigne).

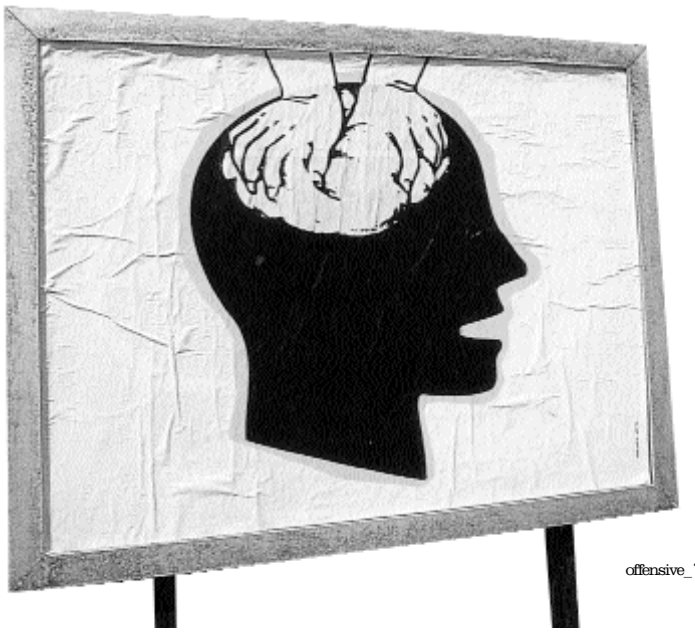


Image extraite du film Le Tube

DOSSIER

LA REVUE «SCIENTIFIC AMERICAN» CONSACRAIT SON NUMÉRO DE FÉVRIER 2002 À LA TÉLÉVISION ET TITRAIT : «TÉLÉ : ÊTES-VOUS DÉPENDANT ? »[1]. LES ANALYSES DE ROBERT KUBEY ET MIHALY CSIKSZENTMIHALYI, PROFESSEURS D'ÉDUCATION AUX MÉDIAS ET DE PSYCHOLOGIE, FAISAIENT PARTIE DE CE DOSSIER. NOUS AVONS JUGÉ UTILE D'EN TRADUIRE QUELQUES EXTRAITS CONSACRÉS À LA DÉPENDANCE TÉLÉVISUELLE.

LA DÉPENDANCE À LA TÉLÉVISION **N'EST PAS QU'UNE IMAGE**

L'ASPECT LE PLUS IRONIQUE de la lutte de chaque être pour sa propre survie est peut-être la facilité avec laquelle il peut être meurtri par l'objet qu'il désire. La truite est piégée par l'hameçon, la souris par le fromage. Mais ces animaux ont au moins l'excuse de prendre l'appât et le fromage pour de la nourriture. Les êtres humains n'ont guère cette consolation, et les tentations qui perturbent leurs vies ne sont souvent que pure complaisance. Nul n'est obligé de boire de l'alcool par exemple. Prendre conscience du moment où l'on perd le contrôle d'un de ses passe-temps est un des grands défis de nos vies.

Les besoins compulsifs n'impliquent pas nécessairement des substances physiques. Le jeu peut devenir compulsif et le sexe obsessionnel. Une activité, néanmoins, se distingue par son importance et son omniprésence, la plus populaire du monde, la télévision. La plupart des gens reconnaissent vivre une relation d'amour-haine avec elle. Ils se plaignent de ses programmes et de ses spectateurs endormis, puis s'installent dans leurs canapés et se saisissent de la télécommande. Même les chercheurs qui l'étudient sont fascinés par le pouvoir qu'elle exerce sur leur propre vie personnelle. [...]

Des scientifiques ont étudié depuis des dizaines d'années les effets de la télévision, se focalisant le plus souvent sur la question des liens entre représentation de la violence et comportements violents. Ils ont été moins attentifs à la principale faculté du petit écran, à savoir non pas les messages qu'il véhicule, mais les moyens utilisés pour les transmettre. Le terme de dépendance télévisuelle est imprécis et empli de jugements de valeur, mais il capture l'essence d'un phénomène bien réel. Le nombre d'heures que les gens passent à regarder la télévision est stupéfiant. Dans les pays industrialisés, trois heures par jour lui sont consacrées en moyenne, soit presque la moitié des temps libres. À ce rythme, une personne vivant jusqu'à 75 ans passera neuf ans devant son écran.

UN HOBBY CHRONOPHAGE ET LÉNIFIANT

Afin d'étudier nos réactions face à la télé, des chercheurs ont entrepris des expériences en laboratoire qui leur ont permis de contrôler les réactions du cerveau (grâce à un encéphalogramme) et de la peau ainsi que les battements de cœur de personnes en train de regarder la télévision. Par opposition aux conditions artificielles des laboratoires, et pour suivre les réactions comportementales et émotionnelles des sujets dans leur vie quotidienne, nous avons utilisé une méthode fondée sur des échantillonnages d'expériences. Les participants portaient un biper, et nous les appelions six à huit fois par jour au hasard

1. «TV : Are you addicted ?», «Scientific American», février 2002. www.sciam.com

pendant une période d'une semaine. Quand ils entendaient le signal, ils écrivaient sur une fiche standard ce qu'ils étaient en train de faire et comment ils se sentaient. Comme on peut s'en douter, ceux qui étaient en train de regarder la télé quand nous les bipions notaient qu'ils se sentaient détendus et inactifs. Les études sur encéphalogramme montrent de la même façon que les stimulations mentales sont moins fortes lorsque l'on regarde la télé que lorsque l'on lit. Ce qui est plus surprenant est que si le sentiment de relaxation disparaît quand on éteint la télé, l'impression d'inactivité et de moindre vivacité demeure. Les participants pensent tous que la télévision les a en quelque sorte vidés de leur énergie, les laissant épuisés. Ils disent qu'ils ont plus de difficultés à se concentrer après qu'avant, alors que ce n'est pas le cas après avoir lu. Lorsqu'ils arrêtent de faire du sport ou stoppent leurs hobbys, ils se sentent de meilleure humeur. Après avoir regardé la télé, ils sont au contraire d'une humeur égale ou plus mauvaise qu'avant. Entre le moment ou ils s'assoient et appuient sur le bouton « marche », ils se sentent plus détendus. Parce qu'ils se relaxent rapidement, ils sont conditionnés à associer la télévision au calme et à la détente. Cette association est renforcée positivement car ils restent détendus tant qu'ils sont devant l'écran, et négativement via le stress et les sautes d'humeur qui suivent l'arrêt de l'activité.

DROGUE OU CALMANT?

Les drogues qui rendent accros fonctionnent de la même manière. Un calmant que le corps évacue rapidement a plus de chances de créer une dépendance qu'un calmant qui reste longtemps dans l'organisme, précisément parce que son consommateur sera plus conscient du fait que son effet va s'estomper. De la même façon, la vague impression qu'ont les téléspectateurs que l'effet de relaxation va diminuer quand ils arrêteront de regarder la télé joue peut être un rôle important dans le fait qu'ils ne veuillent pas éteindre le poste. Regarder la télé amène donc à regarder la télé plus encore.

Voici donc toute l'ironie de la télévision : les gens la regardent beaucoup plus longtemps que prévu, même si sa consommation prolongée est moins bénéfique. Nos études montrent que plus les gens restent face à l'écran, moins ils disent en tirer de satisfaction. Quand nous les bipions, les téléspectateurs les plus accros (ceux qui regardent constamment la télé, plus de quatre heures par jour) tendaient à noter qu'ils appréciaient moins la télé que ceux qui la regardaient moins souvent (moins de deux heures par jour). Chez certains, le plaisir était également atténué par le remords et la culpabilité de ne pas faire quelque chose de productif. [...]

UN RÉFLEXE DE PAVLOV

Comment expliquer une telle emprise de la télévision sur nos vies ? Cette attirance semble en partie découler de notre « réaction d'orientation » biologique. Initialement définie par Ivan Pavlov en 1927, la réaction d'orientation désigne nos réactions visuelles ou auditives innées face à tout nouveau stimulus. C'est une sensibilité aux mouvements et aux menaces potentielles de nos prédateurs, provenant de notre patrimoine héréditaire. Les « réactions d'orientation » les plus typiques sont une dilatation des vaisseaux sanguins du cerveau, un ralentissement des battements du cœur, et une contraction des vaisseaux sanguins dans les principaux muscles. Les ondes alpha sont bloquées pendant quelques secondes avant de retomber à leur niveau zéro, déterminé par le niveau général de stimulation mentale. Le cerveau travaille à recueillir plus d'informations pendant que le reste du corps est au repos.

En 1986, Byron Reeves de Stanford, Esther Thorson de l'Université du Missouri et leurs collègues ont commencé à se demander si les effets de forme basiques utilisés à la télé (coupes, montages, zooms, plans panoramiques, bruitages) activent ou non notre réaction à l'orientation, maintenant ainsi notre attention devant l'écran. En étudiant les conséquences de ces effets télévisuels sur les ondes du cerveau, ils en ont conclut qu'ils peuvent en effet déclencher des réactions involontaires [...]. C'est la forme, et non le contenu des programmes télé, qui est singulière.

> Regarder la télé amène donc à regarder la télé plus encore

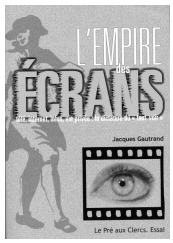
LE FAISCEAU HYPNOTIQUE

La réaction d'orientation peut en partie expliquer des remarques comme : « si la télé est allumée, je ne peux pas détacher les yeux de l'écran » ou « je voudrais arrêter de la regarder autant, mais je ne peux pas m'en empêcher ». Dans les années qui ont suivi la publication, par Reeves et Thorson, de leur œuvre pionnière, d'autres chercheurs sont allés encore plus loin. Le groupe de recherche d'Annie Lang de l'université d'Indiana a montré que le rythme cardiaque diminue durant quatre à six secondes après une stimulation d'orientation. Dans les pubs, les séquences d'action et les clips vidéo, les effets formels s'enchaînent souvent à la seconde près, activant ainsi notre « réaction d'orientation » de façon continue. Lang et ses collègues se sont aussi interrogés sur les effets de ces montages sur la mémoire visuelle. [...]

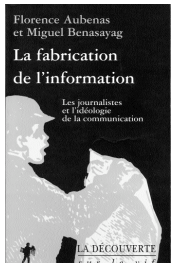
Les producteurs de programmes éducatifs pour enfants ont affirmé que ces effets de forme peuvent aider à apprendre. Mais l'augmentation du nombre de coupes et de montages finit en fin de compte par surmener le cerveau. Les clips vidéo et les pubs qui utilisent de courtes scènes entrecoupées ou sans rapport entre elles sont conçus pour maintenir l'attention plus que pour transmettre des informations. Les gens se souviennent peut-être du nom du produit ou du groupe, mais les renseignements fournis par la pub elle-même entrent par une oreille et ressortent par l'autre. La « réaction d'orientation » est sur-sollicitée. Les téléspectateurs continuent de fixer l'écran mais se sentent fatigués, épuisés. Nos propres études montrent le même phénomène. La mémorisation du produit est parfois très subtile. Aujourd'hui, beaucoup de pubs sont délibérément ambiguës. Elles ont une trame engageante mais il est difficile de savoir ce qu'elles veulent nous vendre. Après les avoir vues, vous ne vous rappelez pas le produit de manière consciente. Mais les publicitaires pensent qu'en ayant attiré votre attention, vous vous sentirez plus familier avec un produit ou vous serez plus tenté de l'acheter dans les magasins parce que vous en aurez gardé un vague souvenir. **Traduit de l'anglais par Aurélie.**

À LIRE

Jacques Gautrand
L'Empire des écrans
télé, internet, infos, vie privée : la dictature du « tout voir », éd. Le Pré aux Clercs (2002).



Florence Aubenas et Miguel Benasayag
La Fabrication de l'information
Éd. La Découverte (1999).



DOSSIER

QUELS SONT EXACTEMENT LES EFFETS PRODUITS PAR L'APPAREIL CATHODIQUE SUR NOTRE ESPRIT ? À PEU PRÈS LES MÊMES QUE CEUX D'UN LAVAGE DE CERVEAU, C'EST CE QU'À DÉCOUVERT LE RÉALISATEUR DU FILM LE TUBE, PETER ENTELL.

L'ÉCRAN LAVE NOS CERVEAUX

La sidération télévisuelle, que nous avons tous pu expérimenter, constitue le point de départ du film Le Tube. Afin de tirer au clair l'accoutumance, la fascination, la fatigue... qui se manifestent chez tout téléspectateur moyen, Peter Entell a mené l'enquête. Il s'agit de tenter de comprendre les effets de l'objet lui-même sur notre cerveau. Il s'avère que, comme la drogue ou l'alcool, la télé nous plonge inconsciemment dans un état second : tels des éponges, nous absorbons les messages que nous adresse l'écran. L'intérêt du film est qu'il met en évidence les recherches scientifiques menées par les publicitaires pour contrôler toujours plus nos perceptions. Et confirme la dimension totalitaire de cet instrument. Le documentaire prend la forme d'une enquête menée par un journaliste de la Télévision suisse romande, soucieux de comprendre pourquoi sa fillette reste hypnotisée par l'écran de télé. Le réalisateur prend le parti de mettre en scène la fascination qu'exerce sur nous l'écran cathodique. Sans fournir de preuves irréfutables, il apporte des éléments accablants.

Propos recueillis en mai 2003 et mis en forme par Leila.

Un publicitaire : « la télé met le téléspectateur dans un état réceptif de quasi sommeil et nous, nous fournissons en quelque sorte les rêves »

Avant de réaliser ce film, quelle était votre position par rapport à la télé ?

Peter Entell J'ai commencé à regarder la télé à l'âge de cinq ans. Et depuis je suis accro. Je passe beaucoup d'heures devant la télé et devant l'ordinateur, bref, devant un écran qui clignote. Toute ma vie j'ai entendu certaines phrases : « scotché à l'écran », « s'avachir devant l'écran », « lobotomisé par l'écran »... Pourquoi tout le monde dit ce genre de choses ? L'appareil peut-il induire certains comportements au-delà du programme regardé ? Quand j'ai creusé le sujet, j'ai vu qu'il n'y avait pas de films là-dessus. Il existe pourtant des analyses sur la télé. C'est un parti pris, dans le film, de ne pas parler avec des sociologues ou des philosophes mais avec ceux qui ont fait des études primaires. Il y a beaucoup de portes fermées mais nous avons quand même appris des choses assez troublantes. Le scintillement de l'écran a une incidence sur notre cerveau. Avec des électrodes, on peut mesurer les ondes électriques produites par le cerveau en activité – c'est par l'électricité que les synapses fonctionnent. Quand il y a une baisse d'activité cérébrale, on peut l'identifier grâce à l'émission d'ondes alpha. Or, quand on regarde la télé, on constate une baisse d'activité cérébrale. L'appareil lui-même nous met donc dans un état réceptif passif.

Le Tube montre aussi une expérience qu'avait initié le critique des médias Marshall Mac Luhan.

Oui, son fils a reproduit l'expérience suivante : il met un écran de toile dans une salle. D'un côté, des gens reçoivent une lumière directe venant d'en face, de l'autre, des spectateurs reçoivent la lumière indirectement, comme au cinéma. Dans le premier cas, quand la lumière pulsative se projette sur nous et que nous devenons en quelque sorte l'écran, il y a une sollicitation du cerveau droit, plutôt celui des émotions, et pas du gauche, plutôt celui de la réflexion. On a tendance à perdre le sens critique, beaucoup plus que dans le cas de la lumière réfléchie.

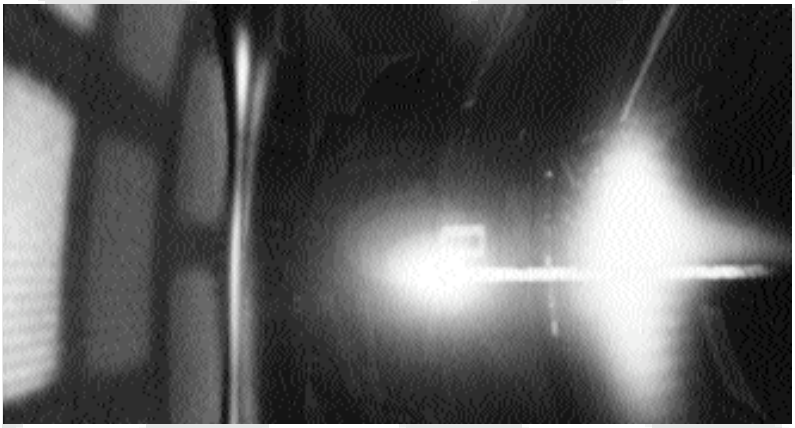
Le premier à s'être intéressé au cerveau du téléspectateur est un certain Herbert Krugman...

C'est le chef-marketing de *General Electric*, également psychologue et sociologue, un type au centre de l'industrie. *General Electric* fabrique des télés, des armes, et possède un vaste réseau de satellites et les plus grosses chaînes américaines... C'est lui qui a commencé à faire des études dans les années soixante sur les effets de la télé sur le cerveau. Dans le film, Krugman confesse qu'il a été engagé par les militaires pendant la guerre de Corée. Il dit : « Nous, les publicitaires on s'intéresse beaucoup au lavage de cerveau. Je suis très fier d'avoir recruté les meilleurs laveurs de cerveau de notre côté. » Quand on lui demande s'il y a un lien entre le fait de regarder la télé et le lavage de cerveau, il répond : « absolument. Dans les deux cas, il s'agit d'êtres humains. » Krugman explique que dans le lavage de cerveau, lorsqu'on prive le cerveau de perception sensorielle, il s'emballe et devient fou. Devant une télé, bien sûr, on choisit un programme, on suit une histoire, on rit, on pleure. Il y a une activité du cerveau. Mais on est assis, et on reçoit uniquement les couleurs des pixels : du rouge, du bleu et du vert. Il n'y a jamais de changement de focal, de dilation des pupilles... D'un côté, il y a une activité, de l'autre, des régions dans le cerveau sont endormies. Notre esprit est donc très malléable. On est en état de recevoir, les messages passent plus facilement. On savait cela. Intuitivement. Toute ma vie j'ai pensé qu'il y avait

un lien entre le fait de regarder la télé et le lavage de cerveau. J'ai trouvé un spécialiste, qui l'a dit, le lien est fait. Les publicitaires, dans le film, disent eux-mêmes que le télespectateur est dans un état réceptif de quasi sommeil, et qu'eux les publicitaires fournissent en quelque sorte les « rêves ».

En effet, le problème est que dans cet état de passivité nous absorbons surtout des injonctions à consommer.

Les publicitaires récoltent le fruit d'études réalisées depuis quarante ans. Leur volonté de comprendre ce qui se passe dans le cerveau humain n'est pas gratuite... Ils ont très bien étudié l'être humain car



des milliards et des milliards d'euros et de dollars sont en jeu. Il paraît qu'aujourd'hui, il est possible d'isoler un synapse précis, qui soit le lieu de la sensation du plaisir ou du dégoût, afin de comprendre exactement comment ça marche. On pourra alors savoir la réaction de chacun face à une pub. Pour mieux hypnotiser et mieux faire consommer. À un moment du film, l'un des publicitaires parle de *Big Brother*, il dit que c'est l'avenir, qu'il n'y a rien à faire, c'est le progrès.

Les écrans sont en train d'envahir l'espace public.

Au Tokyo, où nous avons été – l'endroit peut-être le plus « cathodisé » du monde – il y a des écrans partout. En Europe, ça va venir. Si ça clignote, s'il y a une lumière pulsative, cela attire encore davantage l'attention que de simples affiches. Chez soi, dans les rues, dans les bus, s'il y a un écran, quelque chose qui clignote, on est attiré, tout de suite. Depuis des millions d'années on sait cela, avec les flammes. L'écran, c'est le feu électronique. MTV a compris ça depuis longtemps: chacun a besoin de sa dose: il faut donc que ça clignote partout.

Justement, il y a aussi le phénomène d'accoutumance.

Nous avons rencontrée cette professeure dans le Massachusetts qui a ouvert la première clinique pour drogués de l'écran, des gens qui passent beaucoup de temps devant la télé ou l'ordinateur. Elle donne un médicament qui est le même que celui destiné aux accros à la cocaïne. Et elle obtient des résultats.

À quoi vous êtes-vous heurté en allant tourner dans les milieux de la télé et de la pub avec un tel sujet?

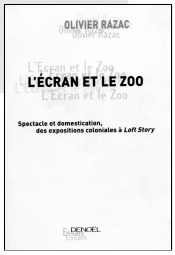
Quand je cherchais des producteurs, les gens me demandaient: quelle est votre conclusion? Je répondais, je n'en sais rien, c'est une vraie enquête en direct. Certains ont crié « ce sujet va ouvrir la boîte de Pandore ». Ça veut dire quoi? Tout le mal du monde va sortir? D'autres ont dit: «vous aller faire chuter notre audimat». J'ai senti que j'étais sur la bonne piste. Une problématique du *Tube* est: comment peut-on passer un film à la télé si par définition la télé enlève le côté critique, si le côté gauche du cerveau s'endort? Ça m'amuse d'être pris dans cette contradiction. C'est pour cela que j'ai travaillé avec un journaliste de la télé pour voir comment cela fonctionne de l'intérieur. En général, je filme le processus, je ne fais jamais de recherche avant, je découvre en filmant comment je vais filmer. J'ai vu que tout le monde est pris dans la télé, personne n'y échappe. On filme des gens de la télé qui filme des gens à la télé... on est pris dans un cercle vicieux. Cela m'a encouragé à faire le film d'une certaine manière, en utilisant la mise en abyme. J'aime beaucoup cette expression, « mise en abyme », qui n'existe pas en anglais, car il y a un sentiment de danger, l'idée d'un trou sans fond.

***Le Tube* a été projeté dans de nombreux débats. Quelles ont été les réactions?**

En France, j'ai passé notamment une semaine à présenter le film à des lycéens. En général, les jeunes étaient très déstabilisés par le film parce que, pour eux, la télé n'a que des côtés positifs. J'ai donné un questionnaire aux spectateurs sur le modèle de ceux faits par les psychiatres pour savoir s'il y a un problème de dépendance chez quelqu'un. J'ai changé le mot « drogue » par « télé ». Des questions comme: « Combien de temps passez-vous devant la télé? »; « Est-ce que vous vous endormez devant la télé? »; « Est-ce que vous éteignez la télé quand vous voulez? »; « Est-ce que des fois vous regardez n'importe quoi à la télé? » Et dernière question: « Est-ce que vous estimez que vous êtes accro? » C'était intéressant. Certains répondaient qu'ils regardaient la télé cinq heures par jour, qu'ils jouaient au jeu vidéo. « Oui, je me sens très frustré de ne pas regarder ce que je veux ». Oui à tout. Et: « Non, je ne suis pas accro ». Des élèves étaient très perturbés par le fait que c'est un film qui soulève de nombreuses questions, mais qui apporte peu de réponses. Il n'y a pas de conclusion. C'est un parti pris et c'est la réalité car aujourd'hui au bout de trois ans de recherches, il y a peu de réponses. Je ne voulais pas en créer une. C'est aussi mon style, j'aime beaucoup provoquer et susciter des questions, c'est plus sage que de donner des réponses. Je n'ai pas envie de moraliser. Je ne crois pas une seconde que l'industrie de la télé va chuter à cause de mon film. Ce qui est important, c'est que chacun comprenne un peu plus les mécanismes, comment ça marche. Le propos du film, c'est « jugez vous-même ».

À LIRE

Peter Entell et Klaus Gerke, **Vous ne regarderez plus la télé comme avant**
Des textes contre la télé, et le scénario du Tube, autour du film de Peter Entell.
éd. K-Films (2003)



Olivier Razac, **L'écran et le zoo, spectacle et domestication, des exposition coloniales à Loft Story**
Éd. Denoël (2002)

DOSSIER

CE TEXTE EST TIRÉ DE LA PRÉFACE DE «LA FACE CACHÉE DE LA LUNE», UNE ANALYSE DE LA CRISE DES MÉDIAS, DE PETER WATKINS, CINÉASTE ENGAGÉ.

LA MONOFORME ET LA CENTRALISATION DU POUVOIR

BRISONS NOS CHAÎNES

Le Réseau pour l'abolition de la télévision possède (RAT) une publication, «Brisons nos chaînes», qui propose un «regard dissident sur le monde de la télévision et les médias». Le RAT est l'aussi l'auteur de dossiers fournis sur des thèmes comme: «Les Médias face au mouvement social de novembre-décembre 1995»; «Les Libertaires face à la télévision»; «Télévision: enjeux, rôles et pouvoir»...

Disponibles sur demande au **Réseau pour l'abolition de la télé (RAT) Brisons nos chaînes** chez Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

DANS LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE que je vais décrire, un des éléments clef est l'absence totale de discussion au sein des médias de masse, ainsi que, en grande partie, dans le domaine apparenté des études de communication, sur la «monoforme»: sur les questions de connaître sa nature et ses effets sur le développement artistique du cinéma et de la télévision, ses incidences sur la société et sur la politique, son lien étroit avec la mondialisation. «monoforme» est le mot que j'ai donné, il y a vingt ans environ, au langage central utilisé (au niveau du montage, de la structure narrative, etc.) par la télévision et le cinéma commercial pour présenter leurs messages. C'est un torrent d'images et de sons, au montage nerveux, une structure composite dont les éléments sont assemblés sans coutures apparentes et qui est pourtant fragmentée; ce langage est devenu presque omniprésent dans le cinéma et la télévision d'aujourd'hui. Il est apparu tôt dans l'évolution du cinéma, dans les films de pionniers tels que D.W. Griffith, qui ont lancé l'usage d'enchaînements de plans courts, d'actions parallèles, de passages entre plans de perspective différente (plan d'ensemble, plan rapproché), etc. De nos jours, il comprend aussi des couches denses de musique, le bruitage et les effets vocaux, des coupures de son brusques destinées à créer un effet de choc, d'innombrables scènes saturées de musique, des formes de dialogue rythmées et répétitives, une caméra en perpétuel mouvement qui plonge, bouge, se trémousse, décrit des cercles, etc.

Il y a plusieurs grandes variantes de la «monoforme»: **1.** la principale, celle qui domine le plus, est la structure narrative monolinéaire traditionnelle et classique des soap-opéras, des séries policières, et de plus de 98% des films provenant d'Hollywood (le film hollywoodien *The Insider*, en emploie la forme la plus moderne); **2.** celle utilisée dans les journaux télévisés; **3.** celle que l'on trouve dans les jeux télévisés et les *talk-shows*; **4.** le mélange apparemment libre, décousu et fluide de thèmes et de motifs visuels des clips de MTV. Toutes les variantes de la «monoforme» présentent des similitudes caractéristiques, et on voit qu'elles dérivent de la même racine; elles sont répétitives, prévisibles, et fermées dans leur rapport avec les spectateurs. Contrairement aux apparences, elles utilisent toutes le temps et l'espace d'une manière rigidement maîtrisée, adaptée aux diktats des médias, et non pas aux possibilités plus vastes, infinies même, des spectateurs. Ces variantes de la «monoforme» sont toutes basées sur le principe, traditionnel chez les médias, selon lequel les spectateurs sont immatures et ont besoin de formes familières de présentation pour «être accrochés» (euphémisme qui veut dire «être manipulés»). C'est pourquoi beaucoup de professionnels de l'audiovisuel dépendent de la vitesse, du montage choc, et du fait de ne pas laisser aux spectateurs le temps de réfléchir.

Une des manières les plus faciles d'identifier la «monoforme» est de regarder les informations télévisées pendant quelques jours, pour examiner la façon dont «l'information» ou «les faits» sont présentés. Les aspects les plus évidents de cette présentation sont les mots choisis par les commentateurs et les journalistes, le temps consacré à différents sujets, l'ordre d'importance dans lequel ils sont abordés, les gens qu'on voit à l'écran, l'espace de temps dont ils disposent pour parler, les images utilisées pour illustrer le reportage, etc. Un examen détaillé de ces premiers aspects révélera déjà des préjugés éditoriaux et des méthodes narratives répétitives.

> Il est de plus en plus difficile d'établir une distinction entre publicité et informations, entre violence réelle et violence simulée, entre acte cynique et acte de compassion

Cette partie visible de la narration est cadrée, découpée, compartimentée et restreinte par la partie la plus profonde de la «monoforme», qui comprend la structuration du temps et de l'espace au moyen du montage. Les mouvements de la caméra, le cadrage et l'utilisation du son jouent également des rôles importants. La meilleure façon de décrire cette structuration est d'imaginer une grille: |-|-|---|-|---|-|-|-|-|--| (les barres verticales représentant des coupes pratiquées au montage) plaquée sur le tissu vivant du reportage et des gens concernés, et à nos réactions, à la manière d'une machine à fabriquer des frites.

Un des éléments principaux de la «monoforme», surtout dans ses deux premières variantes, et souvent dans la troisième, est la structure narrative monolinéaire et ondulée: des scènes accrocheuses au début, la présentation des personnages principaux, le développement de l'intrigue, divers temps morts et paroxysmes, et enfin le dénouement. C'est une structure narrative anglo-saxonne de base, employée dans au moins 95% des récits qui passent à la télévision et au cinéma.

La grille temporelle et spatiale de la «monoforme», |-|-|---|-|---|-|-|-|-|--|, est posée sur la structure narrative (qui lui sert de rails, pour ainsi dire), de sorte que le tout ressemble à des montagnes

QUI EST PETER WATKINS?

Pacifiste, rebelle, humaniste au sens noble du terme, un des rares hommes intègres de sa profession qui n'a jamais fait de compromis avec le système marchand, ce réalisateur anglais est l'un des cinéastes les plus marginaux et censurés de notre temps. Or ses films, inclassables (si ce n'est en cinéma politique), sont profondément novateurs, dans leur forme comme dans leur contenu. Il vit actuellement au Canada où il se consacre à des recherches sur le rôle des médias. Son œuvre comprend notamment **Culloden** (1964), **The War Game** (La Bombe, 1965), **Privilège** (1966), **Punishment Park** (1970), **Edvard Munch** (1973), **The Journey** (Le Voyage, 1983-1986), **The Freethinker** (Le libre-penseur, 1992), **La Commune** (1999).

russes, sur lesquelles les spectateurs montent et descendent à toute allure, en avançant toujours dans la même direction. D'un examen détaillé des informations télévisées, par exemple, il se dégage que cette même méthode narrative s'emploie heure après heure, année après année, quelle que soit la dimension affective du thème ou du sujet abordé.

Voilà le première signe d'une défaillance grave. Ni les médias de masse, ni l'enseignement des médias ne mettent en question le principe élémentaire selon lequel la manière dont une information est présentée (y compris le langage employé) a des effets importants sur notre compréhension de cette information, et sur nos réactions.

Pourtant, la «monoforme» reproduit à chaque fois une organisation similaire de sons et d'images, avec une précision à la seconde près, ce qui estompe les différences entre un sujet et un autre, ainsi qu'entre des réactions affectives qui, sans cela, seraient peut-être très contrastées. La tragédie d'un accident d'avion est présentée de la même manière que quelqu'un qui a peint ses concombres en rose, c'est-à-dire, à travers la même structure narrative quadrillée. Par conséquent, il est de plus en plus difficile d'établir une distinction entre publicité et informations, entre violence réelle et violence simulée, entre acte cynique et acte de compassion ; tout est coulé dans le même moule rigide par les médias de masse d'aujourd'hui. Ce schéma narratif répétitif, qui est fermé dans la mesure où il ne laisse aux spectateurs ni le temps de réfléchir, ni le temps d'intervenir, et qui bombarde le spectateur de juxtapositions violentes d'images, de sons et de thèmes contradictoires, a eu un effet dévastateur sur la société pendant les dernières décennies. Coupure. Coupure. Bruit. Inclinaison. Secousse. Coupure. Musique. Zoom. Mouvement circulaire. Petite phrase. Coupure. Bruit. Inclinaison. Panoramique. Coupure. Zoom. Coupure. Inclinaison. Secousse. Coupure. Musique. Choc. Boum. Coupure. Coupure. Mouvement circulaire. Coupure. Paroxysme. Coupure. Scène suivante. Répétitiondu procédé. Coupure. Coupure. Bruit. Inclinaison. Secousse. Coupure.

Parmi les effets de cette utilisation des médias de masse, on peut citer :

• Des transformations et des altérations dans nos rapports avec le temps et l'histoire (passé, présent et futur) et leurs processus.

• Des violences à l'intérieur de la famille et au niveau de la société, stimulées tant par le fait de voir des actes brutaux à l'écran que par l'agression sous-jacente du langage de l'audiovisuel.

• Une acceptation accrue de structures hiérarchiques dans la vie quotidienne, et dans les processus sociaux et politiques.

• Une frustration et une agressivité refoulées, causées par notre réaction aux expériences secondaires artificielles fournies par les informations télévisées et par beaucoup de documentaires (on sait qu'on doit douter : « Est-ce que je devrais vraiment y croire ? C'est de la manipulation, n'est-ce pas ? Comment peut-on savoir si c'est vrai ? Ça n'a pas l'air d'être objectif. J'ai l'impression qu'on se sert de moi, et que je n'y peux rien », etc.), et des espérances trompeuses suscitées par la publicité, par des images de la société de consommation, par les sitcoms, etc.

• Le rétrécissement de notre expérience et de notre connaissance de formes audiovisuelles alternatives qui soient plus complexes et démocratiques.

• Un éclatement du lien social et, par conséquent, un affaiblissement de notre envie de discuter collectivement des choix de société, et d'échanger des idées sur les voies d'évolution possibles de notre monde et sur la question de savoir comment on peut empêcher que la société de consommation ne détruise la planète. **Peter Watkins**

entretien

Le zoo et le loft

AUTEUR DE « L'ÉCRAN ET LE ZOO », OLIVIER RAZAC NOUS DÉPEINT LE CARACTÈRE INSIDIEUX ET PERNICIEUX DE LA TÉLÉ-RÉALITÉ.

Quel parallèle fais-tu entre télé-réalité et zoos humains ?

Par télé-réalité, je n'entends pas telle ou telle émission décriée ou une mode passagère mais une évolution décisive du spectacle qui concerne la télévision en général – des émissions de variété aux informations en passant par les talk-shows et les reportages. Pourquoi la télé-réalité fonctionne-t-elle comme un zoo ? Parce qu'on y montre des spécimens (des cas particuliers censés représenter une généralité) dans un environnement qui doit permettre une expression naturelle, intense et véridique. Mais le plus important est que le zoo et la télé-réalité reposent sur un principe fonctionnel tout à fait particulier que l'on peut appeler le « voir et être vu », en référence au mot de Foucault (« voir sans être vu ») qui définit les technologies modernes de surveillance. L'objectif de la télé-réalité est d'éliminer la distance du spectacle classique entre spectateurs et acteurs. Une véritable transformation des comportements suppose que les gens soient directement impliqués dans la situation spectaculaire, comme si elle était « naturelle ».

Comment la télévision peut-elle réussir à s'imposer comme plus réelle, plus vraie que le réel-même ?

Je ne suis pas sûr que la piste du réel soit la meilleure pour définir le problème de la télé-réalité. Ce qui se passe sur un plateau télé est aussi réel que notre quotidien qui est façonné et contrôlé. Il n'y a pas une bonne réalité véridique qui serait recouverte par une mauvaise réalité mensongère. Il y a du réel travaillé par des dispositifs de pouvoir plus ou moins efficaces et des résistances plus ou moins subversives. Il me semble que le pouvoir d'influence de la télé-réalité tient à l'application des principes de la communication. La télé-réalité limite l'effet « bruit » inévitable dans toute circulation d'information en raccourcissant les canaux de transmissions, c'est-à-dire en montrant de l'ordinaire, du normal, bref du « proche des gens ». Elle donne une information directement lisible grâce à une logique typologique qui fait automatiquement correspondre ce qui est montré à ce qui est attendu. Machinerie du sens commun : le réel que l'on voit confirme ce que l'on sait déjà d'autant mieux qu'il a été façonné selon les mêmes stéréotypes préexistants. Enfin, l'information véhiculée par la télé-réalité expose, légitime et relance les comportements majoritaires, habituels et normaux. Sa pertinence et donc son influence sont d'autant plus fortes qu'elle se contente de confirmer l'état des choses actuelles – produisant ainsi réassurance, flatterie et intensification.

En quoi la télé-réalité (qui n'est que le mécanisme télévisuel poussé à la perfection) peut donner l'illusion du choix tout en suscitant l'adhésion immédiate à des normes et types de conduites bien définis ?

C'est que la normalisation spectaculaire n'est pas du tout une normalisation à la Orwell dans « 1984 » : une salopette grise et la « boule à zéro » pour tout le monde. C'est même tout le contraire. Il ne s'agit pas de réduire la diversité des comportements à un modèle unique mais de développer le plus de modèles possibles pour donner une place prévisible, connue et utile à tout comportement. À la limite, la perfection du système serait que l'on soit intégré d'une manière ou d'une autre quelle que soit la manière dont on se comporte. Ce qui compte le plus pour les mécanismes de pouvoir actuels, ce n'est plus un type de production (production matérielle de l'usine) et un type de consommation (achat et consumation d'objets). Toutes les productions (immatérielles, affectives, contestataires) et toutes les consommations corrélatives tendent à être utilisable par les mutations du Capital. Tout cela produit énormément de plaisir. On ne sent pas ce type de pouvoir comme une contrainte sensible, douloureuse, à moins d'abaisser son seuil de perception aux possibilités de comportements et d'existence éliminées et rendues impraticables avant même qu'elles existent.

Propos recueillis et mis en forme par Pirouli

en bref ailleurs

ESPAGNE/CANADA

PETITS ARRANGEMENTS ENTRE AMIS

Avril 1993. Une dizaine de jeunes basques sont arrêtés, lors d'une manifestation, par la *Guardia Civil* à Vittoria, Pays Basque, pour tentative d'incendie criminel. Rien d'original. Parmi eux, Eduardo et Gorka. Ils se font d'abord tabasser, puis menacer de voir leurs proches maltraités, et notamment leurs sœurs violées. Rien d'original là non plus malheureusement. Gorka est suspendu à une fenêtre du troisième étage et soumis à une mise en scène de faux suicide. Finalement, ils sont condamnés à six et sept ans de prison à partir d'aveux arrachés sous la torture. Des centaines de cas de tortures comme celui-là sont répertoriés au Pays Basque par la Commission et la Cour européenne des droits de l'homme ou encore Amnesty International.

Bénéficiant d'une remise en liberté pour cause d'appel, Eduardo et Gorka décident de quitter leur pays. En juillet 1997, ils arrivent à Montréal où ils exposent en toute franchise aux autorités canadiennes de la Commission de l'immigration et du statut du réfugié, l'historique complet de leurs condamnations en Espagne. Leur demande a exigé vingt-cinq jours d'audience, du jamais vu! Des experts ont montré que l'Espagne bafoue les libertés civiles au Pays basque. Le gouvernement espagnol profite du flou pour demander au Canada l'extradition des deux militants. L'arrestation des deux basques par la police canadienne intervient en 2001, une semaine après la visite du Premier ministre espagnol Aznar. Normalement, Ottawa devrait surseoir à cette demande, car le Canada a ratifié la Convention internationale qui refuse l'extradition de personnes jugées sous la torture. Depuis lors, les deux basques sont toujours en attente d'un jugement.

Comprendre l'envie de fuite de Gorka et Eduardo ne peut pas se faire sans revenir sur la situation politique antidémocratique en Pays Basque espagnol. En 1998, l'État espagnol interdit le quotidien basque *Egin* et sa revue *Ardi Beltza*. Des journalistes sont incarcérés. En 1999, vingt députés du parlement autonome basque du parti Herri Batasuna passent une année en prison pour avoir fait connaître une proposition de paix d'ETA. L'année suivante, en janvier, les deux réfugiés voient leur avocat, maître Inigo Elkoro, arrêté alors qu'il revenait du Mexique. Il est détenu préventivement durant six mois pour cause de «délégitimation» de l'État espagnol, pour avoir dénoncé la torture en Espagne. En 2002, la justice espagnole a dissous le parti indépendantiste Euskal Herritarrok pour ne pas avoir condamné un attentat d'ETA. Dans ce contexte, comment Eduardo et Gorka peuvent-ils envisager un procès juste et équitable dans leur pays ? Si la décision canadienne allait dans le sens de l'Espagne, elle ne ferait que nous rappeler que le droit est bien du côté des puissants; et que lorsqu'il peut être favorable aux dominé-es, les puissants en font peu de cas.

AFRIQUE DU SUD

COLLECTIF BIKISHA MEDIA

Le mouvement anarchiste en Afrique du Sud reste très marginal. Les années d'apartheid ont indéniablement changé la donne politique, les alliances et les stratégies de luttes. Au début des années quatre-vingt, un petit groupe libertaire appelé **Anarchist Revolutionary Movement (ARM)** s'est créé «en développant une analyse du capitalisme sud-africain qui a tenté de relier la lutte contre l'apartheid et le capitalisme.» Cette renaissance du mouvement anar (les premiers syndicats de noirs, métis et asiatiques étaient nés en 1917) a conduit à la naissance de la Fédération solidaire des travailleurs (**Workers Solidarity Federation, WSF**), «un groupe politique spécifique plus qu'un syndicat». Toutefois, la création d'une organisation anar va se heurter à la jeunesse de ce mouvement en Afrique du Sud : manque d'éducation politique, inefficacité organisationnelle... Dès lors, une partie des militants de la Fédération Solidaire des Travailleurs va décider de s'axer sur l'éducation anarchiste, en créant le **Bikisha Media Collective (BMC)**. Ces dernières années, le BMC a sauvé la bibliothèque et le Musée des travailleurs de Johannesburg. Il fait paraître un journal de l'anarchisme révolutionnaire, «Zabalaba», deux fois par an, qui pourrait se transformer en trimestriel. Les militants publient aussi des ouvrages, animent une émission de radio... Il travaille aussi en réseau avec une organisation qui aide les prisonniers, les **Anarchist Black Hammer**, avec des groupes des quartiers ghetto des noirs et des zones rurales et le réseau **Solidarité Internationale Libertaire**.

SOLIDARITÉ

ACHETER DE L'HUILE D'OLIVE PALESTINIENNE

La commission internationale de la Confédération Nationale du Travail (CNT) a décidé de faire venir et vendre en France des bouteilles d'huile d'olive en partenariat avec le PARC, une association palestinienne qui s'occupe des questions agricoles. L'occupation israélienne a, pour les agriculteurs palestiniens, des conséquences dramatiques tant sur le plan économique (terres confisquées notamment lors de la construction du mur, oliviers arrachés, production impossible à vendre) que sur le plan sociétal – l'impossibilité de vivre de leur production les pousse à quitter leur terre pour trouver des moyens de subsistance. La CNT devrait faire venir un premier chargement d'huile d'olive biologique pour la fin novembre, des bouteilles de 750 mL au prix de 7 euros.

Pour en acheter : Entre ici et là-bas
c/o CICP, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris
huiledolive2@yahoo.fr

La répression permanente

Chronique du rapport entre les luttes afro-américaines et l'univers carcéral.

AU « PAYS DE LA LIBERTÉ» le contrôle social, poussé à son paroxysme, place la prison au centre du fonctionnement de la société. Dans l'histoire de la lutte des afro-américains, la prison est symbole de souffrance et de luttes.

À la fin des années soixante, un mouvement de désobéissance civile grandit contre la ségrégation du « vieux Sud ». Le *Student nonviolent coordinating committee* («Comité de coordination des étudiants non-violents», SNCC) y participait activement[1]. C'était à la fois un mouvement large et des plus radical. Le SNCC était une organisation qui fonctionnait de manière horizontale et, pratiquait l'action directe. Parmi les mouvances «pro-black» de l'époque se trouvait aussi le *Black Panther Party*. Les Black Panthers, sur des bases révolutionnaires, tentèrent d'imposer un rapport de force pour protéger les quartiers. Les ghettos étaient alors sans cesse attaqués par la police raciste. Les « *Panthers* » appelèrent à l'auto-défense et à la solidarité. Les deux organisations seront confrontées aux acharnements judiciaires de l'État. De nombreux militants écoperont de longues peines de prisons. Les Blacks Panthers et le SNCC organisèrent d'énormes campagnes de soutien aux militants emprisonnés. Malgré les apparences, les deux groupes étaient très proches politiquement et seront amenés à fusionner quelques années plus tard.

La campagne pour libérer les frères Jackson de la prison de Soledad mit en lumière le racisme et l'arbitraire du système pénitentiaire. Ils étaient inculpés pour une vague histoire de braquage dans une station service. Sur les conseils de leur avocat, ils se déclareront coupables. Le juge avait prononcé une peine d'« un an renouvelable à vie». Dans les faits, les militants révolutionnaires seront condamnés à perpétuité. Angela Davis, le principal soutien des deux prisonniers de Soledad, fut à son tour condamnée à de la prison pendant quelque mois, pour conspiration. La campagne pour sa libération fut d'ampleur internationale. Angela Davis sortit acquittée. Tous les frères de Soledad ont été relâchés, sauf George Jackson, qui fut assassiné en prison. Lors de leurs passage en prison, certain militants se focalise contre la prison elle-même. Les «Panthers» arrivaient à se regrouper à l'intérieur même des prisons.

Le FBI s'était doté du programme nommé *Counter Inteligence Program* ou Cointelpro pour réduire à néant les deux organisations. Le programme infiltre, assassine et surtout organise de faux procès pour éliminer des activistes. Les années qui suivent sont dramatiques pour les Black Panthers. Les attaques commandos du FBI se multiplient. De nombreux membres du Black Panther Party ont été assassinés. Beaucoup d'autres ont été jetés en prison.

Dans les années quatre-vingt, alors que la répression s'accroît, les crédits pour les prisons ne cessent d'augmenter. On construit ces nouvelles prisons loin des villes, dans des zones rurales. L'embauche locale est suffisante pour ne pas effaroucher les maires des petites communes. Car l'industrie pénitentiaire rapporte gros, elle se compare même à l'industrie agroalimentaire. C'est à cette même époque que se renforcent les thèses sécuritaires dans les discours des politiciens.

En 1990, les luttes entre les murs-mêmes des prisons deviennent difficiles. Les émeutes se raréfient. Les directeurs de prison utilisent des méthodes plus sournoises ; la télévision est devenue un outil de contrôle et de pression[2]. Cela n'empêchera pas les solidarités et les liens avec les militants du dehors. Des groupes comme *Anarchist Black Cross*[3], le *Jericho Movement* ou *Prison Activist Resource Center* tentent de fédérer les luttes des prisonniers politiques. Le mouvement des comités de soutien à Leonard Peltier, militant amérindien, et à Mumia Abu-Jamal, ancien Black Panther, ont permis une solidarité internationale qui rappelle celle des frères de Soledad. Parfois, l'histoire n'arrive pas à avancer...

Malgré les prétextes que le gouvernement américain donne : lutte contre le terrorisme, guerre conte la drogue, etc., se cache derrière la politique du «tout-prison» la volonté de réprimer toute forme

1. Voir entrevue avec Lorenzo Kom'Boa (Black Autonomy), brochure de l'infokiosque Tyâ Baillis : tya_baillis@ ziplip.com, ou sur le site du Cosimapp.

2. «Les nouvelles méthodes de contrôle dans le complexe carcéro-industriel américain» d'Eddie Conway paru dans «Oiseau-tempête» automne 2000. Disponible sur www.cosimapp-mumia.org/others/complexe2.htm

3. Voir: www.anarchistblackcross.org

EN LUTTE

Le Comité de soutien à Mumia Abu-Jamal et aux prisonniers politiques aux États-Unis.
c/o Le Point du Jour, 58 rue Gay-Lussac, 75005 Paris, 01 45 79 88 44.
www.cosimapp-mumia.org

MUMIA TOUJOURS EN DANGER DE MORT

La lutte pour libérer les prisonniers politiques aux États-Unis est axée sur les cas représentatifs de Mumia Abu-Jamal et de Leonard Peltier. Les différents collectifs de soutien à Mumia, ont subis comme aux États-Unis la «baffe» sécuritaire de l'après-11 septembre. Il faut aussi tenir compte du coup médiatique de la fausse bonne nouvelle de la «suspension provisoire» de la peine de mort. Dans la réalité rien n'a vraiment changé. Mumia est toujours dans le couloir de la mort.

Le Collectif «unitaire» pour Mumia, propose enfin, après deux ans d'absence de mobilisation, une manifestation nationale le 13 décembre 2003 à Paris. Des rassemblements ont lieu, chaque mercredi, de 18h à 20h à Paris, place de la Concorde, face au consulat des États-Unis. Ces rassemblements existent depuis 1995 et ne cesseront qu'avec «l'abolition de la peine de mort ; la libération de Mumia, de Peltier et de tous les prisonniers politiques !»

COMPRENDRE LE CONFLIT ISRAÉLO-PALESTINIEN IMPLIQUE DE COMPRENDRE LES STRUCTURES SOCIALES QUI L'ALIMENTENT. RENÉ BERTHIER, ESSAYISTE ET MILITANT LIBERTAIRE DE LONGUE DATE, NOUS LIVRE ICI UNE ANALYSE POINTUE SUR L'INFLUENCE DES ULTRA-ORTHODOXES DANS LA SOCIÉTÉ ISRAÉLIENNE.

Israël
Une démocratie moderne à substrat biblique

EXPLIQUER LE CONFLIT ISRAÉLO-PALESTINIEN par les événements pris au jour le jour n'est peut-être pas la meilleure méthode. Le lecteur ordinaire d'un quotidien n'y perçoit qu'une succession ininterrompue de violences, de répliques à la violence, et de répliques à la réplique. Au point qu'on est souvent tenté de renvoyer dos à dos les protagonistes de cette tragédie. C'est pourquoi nous proposons de prendre un peu de recul et de proposer une réflexion sur la nature de l'État israélien, sujet peu traité dans les médias; réflexion qui fournira peut-être un élément dans la «grille de lecture» permettant de se faire une idée sur les ressorts profonds du conflit.

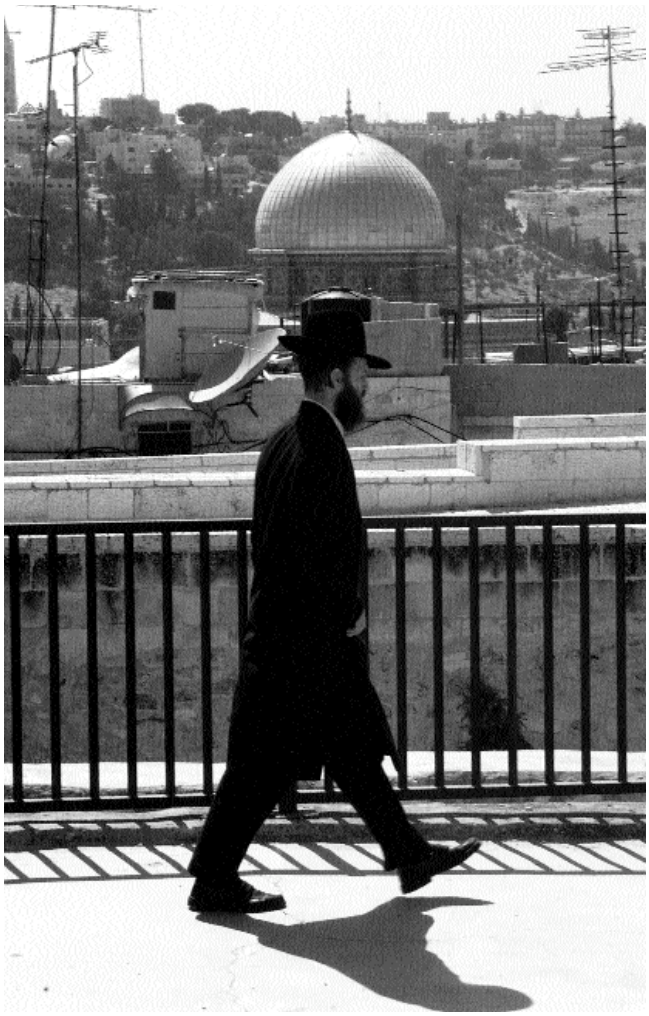
L'INTRICATION POLITICO-RELIGIEUSE

L'historien Élie Barnavi définit Israël comme «une démocratie parlementaire moderne à substrat biblique»[1]. Le 14 février 1949, l'Assemblée constituante tient sa première session. Une loi de transition devait fixer les structures de l'État jusqu'à ce que l'Assemblée élabore une constitution. Cette constitution ne verra jamais le jour, à cause de l'opposition de partis religieux,qui sont les partenaires incontournables de toute coalition gouvernementale. En effet, le système électoral qui a été adopté est la proportionnelle stricte, à partir de listes présentées par les partis, le pays tout entier étant considéré comme une seule circonscription électorale. Ce régime place les petits partis, surtout religieux, en situation d'arbitre. Pour ces partis, la constitution de l'État d'Israël existe déjà, c'est la Torah. L'ambiguïté de la situation réside dans le fait que, d'une part, le projet sioniste, d'essence fondamentalement laïque, auquel les religieux se sont farouchement opposés, a été porté par des pionniers socialistes et athées, mais que d'autre part l'État d'Israël se veut l'État des juifs.

Il n'y a pas en théorie de religion d'État, la loi considérant toutes les religions comme égales. Un ministère des cultes est chargé d'assurer la bonne marche des services religieux dans les différentes communautés. Pourtant les transports en commun sont paralysés le jour du shabbat, les télégrammes ne parviennent pas à leurs destinataires, les usines ferment, sauf exception; les règles alimentaires doivent être respectées dans les institutions publiques, alors que les deux-tiers de la population juive ne pratique pas. L'investissement du religieux dans la vie publique va plus loin: le statut personnel des citoyens, qu'ils soient croyants ou athées, est régi par des cours religieuses. «Tout ce qui concerne le mariage ou le divorce des juifs en Israël, nationaux ou résidents, est exclusivement de la compétence des tribunaux rabbiniques» stipule une loi de 1955. De même «les mariages et divorces des juifs s'effectueront en Israël en vertu de la loi établie par la Torah».

Deux ans plus tard, une loi confère aux juges des tribunaux religieux le statut de fonctionnaires de l'État. Les naissances, les mariages, les décès, tous les actes officiels de la vie sont monopolisés par le Grand rabbinat ultra-orthodoxe. Les actes de naissance portent obligatoirement la mention de la religion de l'enfant, même si les parents sont athées. La carte d'identité fait mention de la religion et de l'appartenance ethnique de l'intéressé. Certaines dispositions particulièrement rétrogrades restent théoriquement en vigueur: un bâtard de mère juive et toute sa postérité ne peuvent se marier. L'union d'un juif et d'un non-juif est impossible, le non-juif doit nécessairement se convertir – et la conversion dure deux ans, sauf si on «s'arrange» avec les autorités religieuses. Un homme n'a pas pu être enterré à côté de sa femme parce qu'il n'était pas juif. Une veuve sans enfant doit épouser le frère de son mari, à moins que celui-ci ne lui rende sa liberté par une cérémonie humiliante. Il faut une intervention de la Cour suprême – accusée par les orthodoxes d'être un «organe non-juif» à cause de ses positions en faveur de la laïcité –, pour que ces cas particuliers, certes peu nombreux, soient réglés. Les couples de confession différente procèdent au «mariage privé» que la Cour suprême enregistre systématiquement, ou vont se marier à Chypre. Parfois les cas délicats sont résolus «par des arguties juridiques, souvent sans panache, dont use le Grand rabbinat pour "résoudre" les cas politiquement délicats», rapporte Élie Barnavi. Curieusement, c'est la création même de l'État qui a transformé le judaïsme en Église et les rabbins en fonctionnaires. «Et c'est l'existence de l'État qui a posé l'ensemble du problème de l'identité nationale juive en termes neufs», dit Élie Barnavi.

1. Élie Barnavi, «Une histoire moderne d'Israël», coll. «Champs», éd. Flammarion (2000).



Cent cinquante milles Israéliens qui déclarent être juifs ne le sont pas assez aux yeux du Grand rabbinat pour se marier. Ils se voient donc refuser certains avantages sociaux des couples mariés. Le 11 février 1997, la deuxième chaîne de télévision révéla que deux journalistes se faisant passer, l'un pour un juif, l'autre pour son épouse non-juive, avaient versé 80 000 francs au rabbin Michaël Dushinsky, haut fonctionnaire du ministère des affaires sociales, pour obtenir la «conversion» en urgence de la jeune femme, conversion qui, par la voie normale, aurait demandé deux à trois ans... L'enquête révéla que Dushinsky et un autre «docteur de la foi», le rabbin Benyamin Bar-Zohar, avaient converti de cette façon au moins une dizaine de personnes. Après l'émission, plusieurs dizaines de personnes se sont manifestées pour témoigner qu'elles avaient vécu la même expérience. Ce phénomène, selon le *Jerusalem Post*, semble largement répandu[2]...

PLUS RELIGIEUX QUE MOI...

Le *Jerusalem Post* révéla le 14 février que les candidatures à la conversion des personnes qui résident dans des *kibboutzim* laïcs ou qui refusent d'envoyer leurs enfants dans les écoles ultra-orthodoxes sont systématiquement rejetées par le Grand rabbinat. Sans doute le rabbin Dushinsky se trouvera quelque raison théologique pour expliquer son geste. Du coup, un certain nombre de restaurateurs décident de s'organiser pour dénoncer ce «pur racket», selon les termes du magazine *Jerusalem Report*, que constitue l'obtention de l'estampille «casher», «strictement casher» ou «scrupuleusement casher», coûtant de 800 à 5 000 francs par mois. Tous les jours, une nuée de rabbins et d'étudiants de *yeshivot* (écoles religieuses) s'abattent sur les hôtels, restaurants, cantines, usines agro-alimentaires pour vérifier le respect des règles de la *casherout*. Ils mettent des amendes à des établissements ouverts le samedi dans des villes aussi séculières que Tel-Aviv, Beer Sheba ou Kfar Saba. Selon la stricte conformité aux prescriptions divines, les plats doivent être préparés par des mains juives et même les fourneaux doivent être allumés par des mitrons juifs... Ce qui empêche les restaurateurs d'exploiter de la main-d'œuvre étrangère. Certains «hommes en noir» se sont mis en tête de contraindre les restaurateurs à faire leur marché chez des cultivateurs considérés comme strictement casher, notamment dans une colonie juive de la bande de Gaza. D'autres inspecteurs avaient menacé de retirer leur licence casher aux restaurateurs qui laisseraient leur clientèle fêter la Saint-Sylvestre. L'activité du département *Casherout* est, comme le dénonçait le *Jerusalem Report* en février 1993, «un véritable racket d'État dont le chiffre d'affaires dépasse 200 millions de dollars par an». Est-ce un hasard? Il se trouve que le rabbin Dushinsky (encore lui) est le patron de ce département *Casherout*.

VÉRITABLE MODÈLE DE SOCIÉTÉ

Au-delà du caractère parfois anecdotique de l'emprise du religieux sur la vie quotidienne de la population, cette emprise revêt un véritable sens politique: les orthodoxes religieux proposent un modèle de société qui s'affronte à la société civile israélienne. Les ultra-orthodoxes affirment que l'État n'a aucune légitimité: la loi divine, exprimée il va de soi par les rabbins, est seule légitime. Ils condamnent la «"morale" molle de la culture occidentale»[3]. Leur projet est de créer, par les implantations de colons dans les territoires occupés, «un modèle réduit d'Israël tel qu'il devrait être. Nous bâtirons un édifice spirituel complet, comprenant une éducation juive, une culture juive, un système judiciaire juif, une économie juive et une morale sociale et publique prenant sa source dans la Torah»[3]. Un rabbin, Yaïr Dreyfus, se plaint que la paix avec les Palestiniens amènera le ministère de l'Éducation à multiplier les rencontres entre juifs et arabes «comme faisant partie intégrante de la formation des jeunes en Israël. De là à l'assimilation et à la perte définitive de l'identité juive, il n'y a qu'un pas». La seule façon de rester juifs est donc dans la séparation totale avec le monde extérieur.

À l'époque des négociations israélo-palestiniennes initiées par les accords de Madrid, les ultra-orthodoxes considéraient qu'un État d'un type nouveau, «palestino-cananéen» (par opposition à l'État judéo-sioniste), était en train de se former. «Ceux qui conduisent ce processus ne sont plus dignes d'être défendus». Les dirigeants nationaux-religieux vont devoir comprendre que désormais «nous sommes une opposition, non à un gouvernement, mais à un État. Finie la soumission allant de soi à ses ■■■

Le statut personnel des citoyens, qu'ils soient croyants ou athées, est régi par des cours religieuses

2. Voir «Le grand rabbinat contesté» in «Le Monde Dossiers et documents» (juillet-août 1993) et «Israël découvre avec indignation un marché noir de conversions au judaïsme», in «Le Monde» (16-17 février 1997).

3. Nadav Shagraï, du journal «Ha'aretz» de Tel-Aviv, mentionne l'article d'Aziël Ariel, «L'Argoudat Israël [mouvement des ultra-orthodoxes non sionistes] avait-elle raison?», paru dans «Neqoudah», revue des colons religieux nationalistes. Cité par «Courrier international» (5-9 mars 1994).

décrets. Voici venu le temps de la dure lutte contre la nouvelle entité palestino-cananéenne»[4]. Ces rabbins expliquent aux jeunes qu'ils forment que l'État et l'armée laïques se décomposent. Ils font un véritable travail d'infiltration dans l'armée.

Les méthodes d'implantation des fondamentalistes juifs et celles du Hamas sont étrangement identiques

« Ils préparent les jeunes à être des chefs militaires. Selon une véritable division du travail, ils répartissent les élèves des écoles talmudiques dans les commandos ou les unités d'élite, jusqu'aux postes d'officiers. Au moment de faire mon service, je voulais entrer dans les parachutistes. Mais mon école m'a aiguillé vers les commandos de l'unité d'élite Golani. On me destinait à une fonction précise. Et j'y suis allé, bien sûr[5]. » C'est un lieutenant-colonel de réserve de l'armée israélienne qui s'exprime ainsi. Il avait mis Itzhak Rabin en garde contre ce mouvement. Les rabbins ultra-orthodoxes lancent des « prescriptions », ou décrets, appelant à la désobéissance civile. Parmi ces prescriptions, les colons sont invités à préférer la mort plutôt que d'évacuer une colonie ; concernant le commandement « tu ne tueras point ». Il convient également de distinguer entre le « sang juif » et le « sang *goy* » ; l'absolution est donnée à tout juif ayant porté atteinte aux biens d'un arabe; les meurtriers de Palestiniens, qualifiés d'« oppresseurs », seront purifiés ; il est interdit, le jour du shabbat, de prodiguer des secours médicaux à un Palestinien, etc.[5] Le rabbin Israël Ariel, de l'Institut du Temple, qui cherche à construire le troisième temple, a ouvertement déclaré que le commandement « Tu ne tueras point » ne s'applique pas aux arabes... Le rabbin Dov Lior, de la colonie de Kiryat Arba, près de Hébron, a écrit : « S'il est possible de faire des expérimentations sur des êtres humains déficients qui ont été condamnés à mort par un État de droit, il faut le faire[6]. »

DE L'INTÉGRISME À LA GUERRE CIVILE ?

La dernière trouvaille de certains Israéliens est la constitution de trois États : l'un pour les Palestiniens, un autre pour les juifs laïcs et un troisième pour les ultra-religieux. Ils s'appuient sur un précédent historique, quand les héritiers de David et de Salomon, ne pouvant se mettre d'accord, ont créé les royaumes juifs d'Israël et de Judée et ont partagé la terre sainte avec les Philistins. La revendication émane aujourd'hui non pas des religieux, mais des laïcs « qui en ont assez de la violence et de l'intolérance de leurs frères orthodoxes[7]».

Yoram Peri dans le journal *Davar* (25 mars 1994) écrit qu'« un sérieux danger existe que la division entre deux cultures politiques juives israéliennes irréconciliables puisse se développer en une cassure avec une exaspération mutuelle suffisante pour susciter une petite guerre civile. Cette guerre civile opposera "Israël" et la "Judée" ». Baruch Kimmerling, quant à lui, écrit dans le journal *Haaretz* (21 janvier 1994) que l'évacuation de certaines colonies pourrait se heurter à la résistance armée de certains colons juifs des territoires occupés, «au point de se développer en une véritable guerre civile». « Dans de telles circonstances, des colons ainsi que leurs partisans en Israël, tous armés jusqu'aux dents, et bien organisés, combattront à la fois les Palestiniens (ce qu'ils font déjà) et les autorités israéliennes (...). Il n'y a aucune certitude que dans de telles circonstances, toute l'armée soutiendra jusqu'au dernier homme le gouvernement élu. »

Un rabbin, Ovadia Yossef, déclara que ceux qui désacralisent le shabbat, en conduisant une voiture, par exemple, «seront tués». Des *fan-clubs* de Baruch Goldstein, l'homme qui a massacré vingt-neuf musulmans dans une mosquée, et de Yigal Amir, celui qui a assassiné Rabin, se sont constitués dans des écoles religieuses. Un sondage a révélé en décembre 1997 que 47 % des Israéliens pensent que l'opposition entre laïcs et religieux conduira à la guerre civile...

Une organisation, *Am Hofshi*, a été créée par Arnon Yekutieli, conseiller municipal et membre du *Meretz*, pour défendre les

Collectif Palestine Marseille

Le Collectif pour le Respect des droits du peuple palestinien de Marseille est né après la seconde intifada en septembre 2000.

Les revendications de ce collectif sont multiples :
- Protection du peuple palestinien ;
- Droit à un État palestinien viable et Jérusalem-Est comme capitale ;
- Droit au retour des réfugiés ;
- Retrait de l'armée israélienne derrière les frontières de 1967 et respect des résolutions de l'ONU ;
- Évacuation des territoires occupés en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ;
- Contre l'occupation, la colonisation et l'apartheid en Palestine ;
- Arrêt de la colonisation et démantèlement des colonies ;
- Suspension de l'accord d'association Union européenne-Israël et pour le boycott des produits israéliens ;
- Liberté de circulation des Palestiniens.

Le Collectif se réunit une fois par semaine pour mener à bien ses objectifs qui sont :
- D'une part, d'assurer sur Marseille la coordination des actions en Palestine ou dans les camps de réfugiés : d'organiser des missions civiles en territoire palestinien (MSP/CCIPPP) ou dans les camps de réfugiés hors de Palestine (Liban/Ajial France) ; avec des réunions d'information au retour, etc. ;
- D'autres part, de mener plusieurs initiatives pour informer et sensibiliser le public de la région marseillaise sur la réalité de la situation du peuple palestinien. Ces actions se traduisent par la mise en place de manifestations publiques (organisation de la grande marche internationale à Marseille le 28 septembre 2002 pour le lancement de la campagne de boycott des produits israéliens...), de rassemblements ponctuels (24 h pour la Palestine en décembre 2002 et mars 2003) ou hebdomadaires (rassemblement tous les mercredis sur le Vieux-port et distribution de tracts...), de débats, de conférences, d'expositions organisés soit par le Collectif soit par d'autres associations ou organisations.

Le Collectif regroupe plusieurs associations, syndicats ou organisations politiques : Ajial France (Association de soutien aux réfugiés palestiniens du Liban), AMFP (Association médicale franco-palestinienne), MSP, UJFP (Union des juifs français pour la Paix), Femmes en Noir, la Ligue des droits de l'Homme, Cimade 13, le MRAP, VpaixMed, Témoignage Chrétien, RFPP (Rassemblement franco-palestinien pour la Paix), CFDT, FSU, PCF13, LCR, Résister !, les Chiapacans-OLS, etc.

intérêts des laïcs. Les adhérents n'appartiennent pas seulement au Meretz mais au parti travailliste et même des personnalités du Likoud qui en ont assez des orthodoxes ont adhéré. Dans l'accord de coalition de juin 1996 entre Benjamin Netanyahou et les partis orthodoxes, le candidat s'était engagé à faire adopter une loi garantissant le monopole des orthodoxes en matière de conversion, de mariage, de divorce et excluant les représentants des autres courants des conseils religieux locaux, provoquant l'indignation des communautés juives non orthodoxes, majoritaires notamment aux États-Unis. Une telle loi créerait une crise sans précédent entre Israël et la diaspora.

Le commandement « tu ne tueras point » ne s'applique pas aux arabes

La tension entre laïcs et religieux s'est accrue avec la publication, en janvier 1998, par l'Institut de Jérusalem pour les études sur Israël, d'une étude socio-économique qui révèle que 60 % des hommes ultra-orthodoxes ne travaillent pas et ne cherchent pas d'emploi, contre 10 % dans le reste de la population et que la plupart, même les plus vieux, se font passer pour «étudiants religieux» (dans les pays musulmans on appelle cela des talibans) et bénéficient d'allocations publiques. Les subsides sociaux représentent 12 % des revenus des citoyens des familles non-orthodoxes, alors que les familles, en moyenne deux fois plus nombreuses, des « hommes en noir » (400 000 personnes) reçoivent 51 % de subsides.

L'antagonisme entre laïcs et orthodoxes s'est considérablement accru avec l'arrivée au pouvoir de Netanyahou. Un nombre croissant de jeunes ultra-orthodoxes échappe au service militaire, révèle le ministère de la Défense. Les trois partis religieux tiennent entre leurs mains la survie même du gouvernement et imposent leurs volontés pour financer leurs institutions. L'éducation publique est contrôlée par un ministre ultra-orthodoxe, le logement public est dirigé par un vice-ministre ultra-orthodoxe. La coercition religieuse s'accroît avec la « police du shabbat » qui distribue de fortes amendes aux commerçants juifs qui restent ouverts le samedi.

Les perspectives sont sombres et, en Israël ou dans les territoires occupés, une évolution identique se dessine. Les méthodes d'implantation des fondamentalistes juifs et celles du Hamas sont étrangement identiques, et consistent à élargir leur base sociale et leur influence idéologique par des services sociaux et éducatifs que les autorités civiles sont incapables d'assurer ou refusent d'assurer, néolibéralisme aidant. Alors que le gouvernement et les autorités locales –comme partout ailleurs– réduisent les crédits sociaux et suppriment les repas chauds pour les enfants pauvres dans les écoles publiques, les écoles des fondamentalistes assurent ce service aux enfants, leur offrent des cours supplémentaires et des transports. Ainsi le nombre d'écoles religieuses grandit constamment et celles-ci attirent même les enfants de familles laïques. On constate dans la population un retour à la foi qui prend des proportions considérables.

Israël Shahak écrivait en avril 1994 : « Il est symptomatique de l'effroyablement pauvre qualité de l'information rapportée sur les affaires israéliennes (encore plus pauvre que celle concernant les territoires), qu'aucun des faits discutés dans ce rapport ["L'influence des idéologies xénophobes sur les juifs israéliens"] ou dans le rapport 136 ["Va-t-il y avoir une guerre civile entre juifs israéliens ?"], n'ait filtré jusqu'à présent jusqu'au « experts en affaires israéliennes » ou jusqu'aux médias, y compris la presse de qualité. Au lieu de cela, les experts aussi bien que les médias ne se préoccupent que des banalités diplomatiques sur le « processus de paix ». Je réaffirme que pour les Israéliens (mais aussi pour tous les Moyen-Orientaux) rien ne peut être plus important que le conflit qui s'annonce entre partisans et adversaires juifs de l'intégrisme religieux. » **René Berthier**

4. Dans « Rabin, un assassinat politique », Amnon Kapeliouk montre à quel point l'assassinat d'Itzhak Rabin s'intègre dans la politique du fondamentalisme juif et de ce qu'il appelle la délinquance idéologique, coll. La Mémoire du Monde, éd.Le Monde (1996).

5. Voir Cemil Cigerim dans «Yediot Aharonot, Tel-Aviv», cité par «Courrier International» (7-13 décembre 1995).

6. Cité par Maxime Ghilan, « Israel and Palestine political Report » (janvier-février 1996).

7. «Times» (20 janvier 1997).

À LIRE

René Berthier
Israël-Palestine, mondialisation et micro-nationalismes»,
Acratie (1998)

NOUS VIVONS UNE CRISE DE L'EAU AU NIVEAU MONDIAL. DE PLUS EN PLUS DE PAYS SONT TOUCHÉS PAR LE «STRESS HYDRIQUE» (QUAND LA RÉSERVE D'EAU DISPONIBLE EST INFÉRIEURE À 1000 M³ PAR HABITANT ET PAR AN). OR, LA RARETÉ OU L'ABONDANCE DE L'EAU NE DÉPENDENT PAS SEULEMENT DES CONDITIONS CLIMATIQUES NATURELLES, MAIS ÉGALEMENT BEAUCOUP DES CULTURES DE L'EAU EN VIGUEUR DANS LES SOCIÉTÉS.

L'eau

Un élément vital dangereusement marchandisé

L'AUTOGESTION COMMUNAUTAIRE

Les sociétés traditionnelles reconnaissent l'eau comme un élément vital et unique. Elles lui donnent ainsi un statut sacré, comme dans l'Europe pré-chrétienne ou en Inde. L'eau ne peut alors être une propriété privée, elle ne peut être possédée, on ne peut avoir sur elle qu'un droit d'usufruit. Le marché de l'eau était ou est interdit par le Code justinien, la tradition indienne ou encore la charia. Au Rajasthan, région semi-aride du nord-ouest de l'Inde, l'eau est offerte aux passants dans de petits temples spécialement dédiés à cet usage.

Les communautés indigènes gèrent l'eau de façon collective, et utilisent des systèmes très développés d'alimentation en eau. Avant la colonisation, l'Inde connaissait plus de vingt-cinq de ces systèmes récoltant et conservant l'eau de façon optimale pour la boisson et l'irrigation. La compréhension et le respect du cycle de l'eau développés par exemple au Rajasthan, ont permis de transformer la rareté en abondance.

Les réseaux continus de réservoirs et de canaux de l'Inde du sud (nommés *erys*) sont parmi les plus durables. La construction et l'entretien de ces réseaux étaient assurés de manière collective. Des assemblées villageoises décidaient de la distribution des eaux. Des fonctionnaires veillaient au fonctionnement quotidien des systèmes d'irrigation; ils étaient choisis parmi la caste des sans-terre, afin d'assurer leur neutralité et de garantir le respect des décisions des assemblées. On peut ainsi parler d'une véritable démocratie écologique. En effet, une telle gestion permet, d'une part, un accès égal pour tous et toutes à l'eau et, d'autre part, la préservation de la ressource et de sa qualité ainsi que le maintien d'une biodiversité importante.

La colonisation anglaise a fortement perturbé cette organisation, en voulant imposer un contrôle bureaucratique externe. Les colonisateurs n'avaient aucune expérience de gestion de l'eau, et n'ont pas compris que la gestion indigène n'était pas fondée sur la coercition, mais sur l'entraide. Leur arrivée a donc été très dommageable aux systèmes traditionnels.

L'apparition de puits forés et de pompes à moteurs a amplifié la dégradation de la situation, en introduisant un contrôle marchand des ressources en eau. Ces nouvelles technologies ont mené à des prélèvements d'eau de plus en plus importants, causant la diminution des réserves. Malgré tout, certains ouvrages traditionnels vieux de plusieurs siècles sont toujours actifs, et l'autogestion communautaire n'a pas disparu.

LA PRIVATISATION

L'exploitation capitaliste des ressources en eau de la planète prend de plus en plus son essor, et est à l'opposé de ces conceptions traditionnelles de partage et de conservation.

L'industrie de l'eau potable et de l'assainissement est un des placements les plus profitables actuellement, et représente un des principaux marchés du XXIe siècle, avec un potentiel de plusieurs milliards de dollars.

La distribution et l'assainissement de l'eau en France sont pratiquement entièrement assurés par Vivendi Environnement (ex-Compagnie Générale des Eaux), Suez-Ondeo (ex-Lyonnaise des Eaux) et la SAUR, qui sont les leaders mondiaux de la privatisation de l'eau. La privatisation est encore largement minoritaire au niveau mondial, mais l'«école française de l'eau » tend à s'imposer. Elle est en ceci bien épaulée par la Banque mondiale et le FMI. D'une part, la Banque mondiale investit de façon massive dans les grands projets hydrauliques (barrages), ce qui favorise le passage d'un contrôle local des ressources en eau à une gestion centralisée ; d'autre part, le FMI soumet nombre de ses prêts à une dérégulation sur l'eau (douez sur quarante en 2000).

La privatisation entraîne généralement une augmentation des factures, mais aussi une baisse de la qualité (une épidémie de choléra a eu lieu à Johannesburg peu après l'arrivée de la Lyonnaise des Eaux). La pollution et la surexploitation des ressources sont les conséquences directes de la marchandisation de l'eau !

En Inde, il existe d'ores et déjà une trentaine de partenariats

1. « Jo Coca-Cola Chahe, ho jaye ! The story of how Coke deprives a community of water », brochure publiée par AIDWA, All India Democratic women's association, 21, Vithalbhai Patel house, Rafi Marg New Delhi 110001, aidwa@ndb.vsnl.net.in.

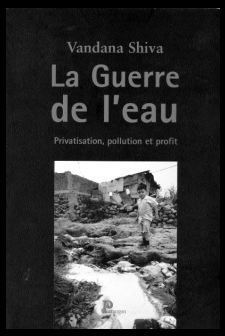
2. « La guerre de l'eau à Cochabamba », C.J.P. Montaño dans « L'eau, patrimoine commun de l'humanité », Point de vue du Sud-Centre tricontinental, éd. L'Harmattan (2002).

Les colonisateurs n'avaient aucune expérience de gestion de l'eau, et n'ont pas compris que la gestion indigène n'était pas fondée sur la coercition, mais sur l'entraide

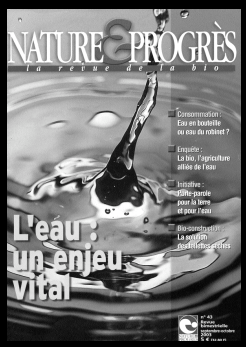
public-privé (ce qui signifie le plus souvent la mise à disposition de fonds publics pour financer la privatisation de biens également publics...) pour l'alimentation en eau.
De plus, de grandes compagnies comme Pepsi ou Coca-Cola se sont lancées dans le commerce d'eau en bouteilles (Aquafina, Bon Aqua ou Kinley), parfois au plus grand détriment de populations pauvres privées de leurs sources d'eau. Elles n'ont pas les moyens d'acheter cette même eau une fois mise en bouteille...[1]. La qualité des eaux en bouteille n'est, en moyenne, pas supérieure à celle du robinet. De plus, les bouteilles sont une véritable nouvelle corvée d'eau, et le plastique des emballages est une source très importante de déchets. Ces compagnies sont les héritières de « l'économie *cow-boy* », celle de conquérants de l'Ouest américain : le premier (blanc) arrivé est le propriétaire absolu de toutes les ressources.

LES LUTTES

Les mouvements de résistance à la privatisation des ressources en eau sont nombreux. La Lyonnaise des Eaux-Suez a notamment dû quitter l'Argentine après une grève des factures. En Inde, la mobilisation se fait notamment contre les usines de Coca ou les barons de la canne à sucre du Maharastra, qui pillent les réserves d'eau pour leurs intérêts commerciaux. Pour lutter contre la sécheresse, des mouvements reconstruisent des réservoirs traditionnels, notamment au Gujarat et au Rajasthan, avec un vrai succès.
L'un des combats les plus symboliques est celui de Cochabamba en Bolivie[2]. L'entreprise municipale de fourniture d'eau avait été privatisée en 1999 suite à des pressions de la Banque mondiale et du FMI sur le gouvernement, et cédée à une filiale de Bechtel. Les factures augmentèrent très rapidement de 400 %. En novembre 1999, une « coalition de défense de l'eau et de la vie » se mit en place, et réussit à paralyser la ville pendant plusieurs jours. Des millions de Boliviens se mobilisèrent. La répression fut extrêmement dure (des manifestants furent tués et de nombreux activistes arrêtés), mais en avril 2000 le peuple l'emporta et Bechtel quitta la Bolivie. Depuis, des assemblées publiques pour une gestion démocratique de l'eau se sont mises en place ; dans le même temps, Bechtel a intenté un procès contre l'État bolivien.
Dans de nombreuses régions, l'autogestion communautaire de l'eau, grâce aux savoirs et infrastructures traditionnels, a permis la pérennisation des sociétés et la conservation des ressources naturelles. Face à la crise actuelle et à la privatisation croissante qui ne peut qu'aggraver la situation, la réappropriation de ce type d'organisation est sans doute la meilleure solution possible. **Anita**



Cet article est largement inspiré de **La Guerre de l'eau, privatisation, pollution et profit, de Vandana Shiva,** (éd.Parangon, 2003), qui aborde également les problèmes liés à l'agriculture, au changement climatique et les conflits internationaux autour de l'eau. Vandana Shiva est physicienne de formation ; elle a fondé et dirige le « Research Foundation for Science, Technology and Ecology », établissement de recherche indépendant basé à New Delhi. Son travail et ses écrits portent aussi sur l'agriculture et les biotechnologies, ainsi que sur l'écoféminisme.
www.vshiva.net



Nature et Progrès n°43, **(septembre-octobre 2003)** consacre son dossier à « L'eau : un enjeu vital », avec des réflexions sur le dessalement de l'eau de mer, l'agriculture biologique « alliée de l'eau », ainsi qu'un article sur le livre de Marc Laimé « Le Dossier de l'eau » (éd. Seuil, 2003). La question de la qualité de l'eau que nous buvons est abordée, et des solutions pour éviter les bouteilles plastiques proposées. L'alternative des toilettes sèches est enfin présentée (les chasses d'eau représentent en moyenne 30% de l'eau consommée par les particuliers !).
www.natureetprogres.org

Ces compagnies sont les héritières de « l'économie cow-boy », celle de conquérants de l'Ouest américain : le premier (blanc) arrivé est le propriétaire absolu de toutes les ressources

entretien

LE BIZUTAGE EST UN RITUEL D'ACCUEIL QUE LES ÉLÈVES D'UNE ÉCOLE EXERCENT SUR LES NOUVEAUX ARRIVANTS. DANS SA THÈSE «RITUELS ET FOLKLORES EN MILIEU ESTUDIANTIN», LA PSYCHO-SOCIOLOGUE BRIGITTE LARGUÈZE A ANALYSÉ CE PHÉNOMÈNE EN S'ÉCARTANT DE LA CONDAMNATION MORALE, ELLE A ESSAYÉ DE MIEUX COMPRENDRE LA LOGIQUE SOCIALE DE CETTE PRATIQUE.

Le bizutage comme domestication

Propos recueillis par Fioul et Cédric, mis en forme par Caro

Qu'est ce que le bizutage et dans quel type d'école a-t-il lieu ?

Brigitte Larguèze Quand je parle de bizutage, je parle d'un déroulement cérémonial très élevé. On le trouve en premier lieu dans les grandes écoles, «les pôles d'excellences», comme les écoles scientifiques ou les écoles d'ingénieurs. En bref, toutes les écoles créées après la Révolution. Petit à petit, ce rituel s'est étendu aux écoles moins prestigieuses qui utilisent cette pratique pour, en quelque sorte, se rapprocher des écoles de l'élite. Enfin, le bizutage est aussi une pratique courante dans les écoles plus professionnelles où la marque identitaire de la profession est très présente.

Quelle a été votre démarche ?

Mon travail d'observation a débuté au début des années quatre-vingt dix. À cette même période, d'ailleurs, une campagne médiatique a été lancée pour dénoncer le bizutage. Les bizuteurs agissant en groupes très hiérarchisés, j'ai pris contact avec les chefs de bizutage. Une fois leur accord obtenu, je suis restée parmi eux. J'écoutais et j'essayais de percevoir toutes les dimensions de ce rituel, j'observais ce qui se passait pendant le rituel, ce qui se disait en aparté... Je m'interrogeais aussi sur la portée du rituel. J'ai voulu dès le début mener une étude comparative et je n'ai pas voulu me focaliser sur une seule école. J'ai voulu élargir l'échantillon d'observation afin de déceler les traits invariants et les différences. Ce qui m'a beaucoup intéressé c'est toute la dimension du folklore.

On retrouve dans le bizutage des invariants, on peut dire que cette pratique est un rite défini, cadré, réglé.

Il faut distinguer le bizutage des brimades. Le bizutage peut être considéré en quelque sorte comme un rite de passage, concept élaboré par un folkloriste du nom de Van Gennep. Ce rite s'articule en trois phases. Au début, on va avoir une phase de séparation, une coupure avec la société profane, la société civile. On appelle cela la «prise en main» et celle-ci se fait toujours sur un mode violent. Ensuite, à cette «prise en main», va succéder une période de marge. Cette période est la plus importante en intensité et en séquences. C'est dans cette phase que se passent les choses les plus choquantes comme les coercitions de groupe, la salissure des novices... exercées sur le groupe des nouveaux par le groupe des bizuteurs. Ce qu'il faut voir dans ces rituels, c'est qu'il y a un début, un milieu et une fin. La fin prend toujours la forme d'une cérémonie qui est une phase d'agrégation avec une cérémonie que l'on appelle souvent le baptême. Et cela se finit par le partage d'un repas avec toute la communauté scolaire (anciens, nouveaux, enseignants). Cette cérémonie officielle clôt le déroulement cérémonial du rituel.

Nous allons revenir sur la première, la phase de «prise en main». Comment se déroule-t-elle ?

Pour commencer, il est important de rappeler qu'on n'arrive pas dans une école sans avoir eu vent qu'il allait se passer quelque chose dans les premières semaines. On s'y est donc un minimum préparé psychologiquement bien que l'on n'imagine pas encore l'intensité du rituel. Il y a aussi toute une mise en scène qui brise la résistance. En effet, les novices arrivent souvent dans l'école sans connaître d'autres personnes et sont donc isolés. Ils ont en face d'eux un groupe d'anciens très structuré. Ce groupe utilise toutes les méthodes de manipulation de groupe, d'intimidation. L'apparence joue un rôle très important. Tout va être fait pour faire peur. L'apparence va modifier l'aspect de l'ancien, elle va avoir fonction de masque. Ceci a plusieurs dimensions, d'une part, on joue un autre personnage. On va se cacher derrière une autre apparence. Dans la phase de réconciliation, cet aspect est très important, les bizuteurs enlèvent leur masque et réapparaissent avec leur apparence civile. Cela caractérise la fin du rituel. Selon les écoles ou l'imagination des bizuteurs, l'aspect va être très divers, soit très codifié soit pas du tout. Mais il y a un dénominateur commun : faire peur. Comment fait-on peur ? On va adopter un certain style cultivé sous le signe de l'hyper virilité. Les chefs de bizutage ne sont pas choisis au hasard. Ce sont les plus grands, les plus costauds, les plus barbus, ceux qui ont une grosse voix... Et puis des personnes qui savent jouer, faire une mise en scène, s'imposer. Aux Arts et métiers, par exemple, les anciens se laissent pousser barbe et cheveux pendant l'été et ce sont eux les vrais chefs de bizutage. Ils seront toujours en retrait. Ils ont autour d'eux toute une série de bizuteurs «sous-lieutenants» qui vont faire appliquer les décisions des chefs. Le chef de bizutage est un personnage en retrait qui ne parle pas beaucoup. Il existe donc des critères spécifiques à ce rituel. Nous pouvons aussi ajouter un critère commun : celui de la saleté. L'ancien est sale, c'est un de ses signes distinctifs. Dans un grand nombre d'écoles par exemple, ce signe de la saleté de l'ancien est visible grâce au motif de la blouse. Une blouse est en effet donnée par les bizuteurs après le baptême. Cette blouse ne va jamais être lavée et les élèves vont la porter pendant le bizutage des novices et particulièrement pendant la prise en main. Cette saleté est une subversion du code de la tenue habituelle. Cette saleté a un statut particulier. C'est la saleté des anciens et elle s'oppose à la salissure imposée aux bizutés. Pour conclure, je préciserai qu'il n'y a pas que l'apparence des bizuteurs qui est effrayante.

Il y a aussi tout un vocabulaire, un jargon spécifique...

C'est un jargon propre à l'école qui est utilisé et que les novices doivent apprendre pour comprendre. Les bizuteurs se munissent également

de tout un tas d'objets au signifié violent comme un fouet, une canne, un bâton. Les bizuts, de fait, ne comprennent pas toujours ce qu'ils doivent faire, les bizuteurs utilisant un langage spécifique et émettant souvent volontairement des ordres contradictoires. Tout cela est complètement déroutant pour les nouveaux et c'est d'ailleurs un des buts recherchés dans cette phase de «prise en main»...

Continuons sur le déroulement de ce rituel. Après la «prise en main» vient une période de marge.

Cette période de marge peut être qualifiée de processus d'acculturation. On sépare le jeune de son statut antérieur et on le reformate pour lui faire ingurgiter un certain nombre de valeurs, qui sont celles du groupe. Cela va se faire grâce à différentes techniques qui se réfèrent à un vieux fond culturel initiatique que l'on va retrouver dans les rites de puberté traditionnels.
Pour renaître dans un statut différent, il faut d'abord mourir. Pendant cette période de marge, des rites vont se succéder. Il y a notamment le rite négatif qui va se faire par la salissure, l'obéissance, l'endurance... Et c'est la première phase de la période de marge. C'est une phase très physique, elle s'adresse au corps, aux compétences physiques. Les nouveaux perdent peu à peu leur statut antérieur et renaissent avec un nouveau statut. Pour finir le rituel, il y a la phase de résurrection, de réconciliation et donc le passage à un statut différent. Au terme de ces tests, si le novice a bien joué le jeu et a bien voulu se soumettre à l'ordre instauré par l'ancien, il va être accepté dans le groupe. Il va y avoir une cérémonie qui a pour but d'officialiser cette cooptation du novice dans le groupe. Le novice va alors se voir attribuer une parenté scolaire : un parrain ou une marraine, lors de la fête qui est la phase finale du rituel. L'ancien, à partir de ce moment, laisse tomber son masque, redevient étudiant et reprend son aspect civil. Le nouveau quant à lui a maintenant le droit d'abandonner tous les signes qui le caractérisaient comme bizut. Au terme de ces cérémonies de réhabilitation, le novice va avoir le droit de porter un autre signe distinctif, celui de l'ancien. Selon les écoles, ceci peut être une blouse, un béret, un uniforme...

Attachons nous maintenant au thème de la virilité.

Il faut pour cela replacer le bizutage dans son contexte. Ce rituel est né dans un univers uniquement masculin et c'est cela qui fait de ce rituel un avènement de la masculinité. C'est un rituel qui concerne les garçons, il ne s'adresse pas aux filles. Dans la phase de marge, le novice est un être entre-deux et un certain nombre de tabous sexuels vont peser sur lui. Il n'est ni femme ni homme, il n'a pas de sexe. Il est la proie de l'homophobie. On va retrouver cela dans beaucoup de pratiques où le novice va devoir se travestir en femme, se «féminiser». Le symbolisme phallique est répandu. Les novices doivent apprendre et chanter des chansons paillardes qui dévalorisent les femmes.
Il va y avoir aussi une ritualisation de l'obscénité que l'on va retrouver aussi dans tous les rites de passage traditionnels. Cette ritualisation de l'obscénité est utilisée, selon certains anthropologues, comme une action servant à canaliser les pulsions et à les dévier. En ce qui concerne les filles, leur accession à l'enseignement supérieur est relativement récente. Elles sont minoritaires dans ces écoles. Elles ne sont pas du tout la cible du rituel. Elles ne vont pas avoir la même intensité de bizutage que les garçons. Elles sont instrumentalisées dans des séquences de soumission du bizut.

Vous analysez la part de servitude volontaire inhérente au bizutage.

Le bizut est volontaire. Ce qui m'a beaucoup étonnée, c'est cette acceptation du bizutage par les bizuts. Il faut quand même rappeler que le but du bizutage est de casser les individualités pour faire vivre un groupe et non pas de casser physiquement et mentalement les individus. Les anciens veulent que cette tradition qui perpétue les valeurs de l'école soit transmise. Mais il y a des jeunes qui s'y opposent. Il y a ceux qui ne peuvent pas supporter ce qu'on leur fait subir, et ceux qui du début jusqu'à la fin refusent de se soumettre. Pourquoi cette servitude volontaire ? Je pense que c'est parce que c'est un rituel distinctif, c'est un des adjuvants de l'intégration. Les novices savent aussi très bien qu'en s'insérant dans cette filiation, ils s'insèrent aussi dans un groupe qui va leur servir pour leur vie professionnelle.

Qu'avez-vous remarqué sur le désordre mis en place par le rituel ?

Sous cet aspect de transgression de l'ordre établi, ce désordre organisé n'est qu'un leurre et ne le remet absolument pas en cause. Bien au contraire, il le conforte plutôt.
On libère pendant un temps ses pulsions mais toujours en étant encadré par des gens qui provoquent ce déchaînement pulsionnel. Le groupe se soude et l'ordre revient très vite. Les novices vont devenir de bons étudiants se donnant à fond dans leurs études et leur future vie professionnelle.

Ces dernières années, de nombreuses écoles historiques comme HEC ou Polytechnique ont abandonné ce rituel du bizutage.

Au fur et à mesure que ce rituel a été imité et repris dans des écoles moins prestigieuses, il a été dévalué. Les écoles d'élites ne se sentaient pas assez démarquées des autres écoles du supérieur et beaucoup ont alors arrêté de perpétuer ce rituel.
Les écoles dites moyennes qui sont à trajectoire ascensionnelle, vont continuer à utiliser le bizutage mais sans en comprendre la portée ni le déroulement. C'est donc à moment-là que l'on va sortir du simulacre et voir des choses très violentes et très graves se passer dans les écoles comme des viols ou des bavures.

Récemment, une loi a été votée interdisant le bizutage qui jusque-là était toléré par l'administration et les enseignants. Sommes nous dans une phase de transition ?

Nous sommes dans une période de mutation culturelle, au niveau du statut de l'enfant, des droits de l'enfant... Tout ce qui concerne la violence étant fortement réprouvé par la société civile, le bizutage ne pouvait pas perdurer. Cette interdiction va modifier beaucoup de choses car ce sont des traditions orales qui se transmettent de promotion en promotion. Le rituel est d'ailleurs déjà remplacé dans beaucoup d'écoles par un week-end d'intégration.

À LIRE

Le Bizutage, persistances et barbarie
René De Vos,
PUF (2003).

NOUVEAUTÉS

Florence Hartmann
Éd. Folio-Document
(Nouvelle édition révisée et augmentée par l'auteur)
2002, 644 p.

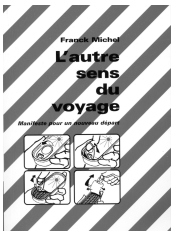
MILOSEVIC, LA DIAGONALE DU FOU

Le livre de Florence Hartmann, porte-parole du Tribunal pénal de Yougoslavie, peut se lire en connaissance de cause, mais c'est d'abord une analyse du personnage de Milosevic. C'est un récit documenté de la montée en puissance du nationaliste serbe. Dès le début, Milosevic prend son parti à contre-pied, en jouant la carte du nationalisme. Il joue sur les deux tableaux, tantôt en étant pour l'unité de la Yougoslavie tantôt en se revendiquant Serbe. Milosevic repousse les derniers espoirs d'une Yougoslavie en paix. Pour accroître son pouvoir, il a besoin d'une nation homogène. Il soutient passivement ses «fous de guerre» qui lui donnent le rôle d'une personne modérée. Un fin politicien en somme… les massacres en plus.

Daniel Martinez
Éd. Agone
2003, 160 p.

CARNETS D'UN INTÉRIMAIRE

Ces carnets racontent le quotidien d'un ouvrier intérimaire, affecté à des emplois de manœuvre dans la région de Bordeaux au cours des années quatre-vingt-dix. Nous suivons les processus de précarisation que subissent des centaines de milliers de travailleurs au travers du parcours de l'auteur. Il décrit ses conditions de travail, la dureté, la solitude, le danger… les conséquences de la productivité, du juste-à-temps, des «innovations», de la sous-traitance. Ils nous parlent aussi, sans fard, de la souffrance corporelle, de son couple, de la vie dans les quartiers pauvres et aussi des rêves que la surexploitation n'a pas réussi à totalement briser… et de ses positions politiques, notamment de sa rage contre les politiciens de gauche. Plus qu'un simple document sur le travail intérimaire, un récit sur la classe ouvrière d'aujourd'hui.

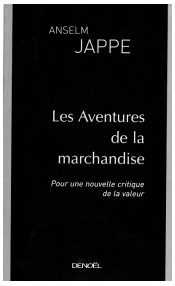


Franck Michel
Éd. Homnisphères
2003, 122 p.

Gérald Messadié
Éd. Max Milo
2003, 66 p.

L'AUTRE SENS DU VOYAGE
MANIFESTE POUR UN NOUVEAU DÉPART

«Trop souvent l'autre fascine chez lui, en Patagonie ou à Tamanrasset, il fascine beaucoup moins – pour ne pas dire plus du tout – lorsqu'il est chez nous.» Franck Michel ouvre un champ de réflexion original sur le voyage. Loin des critiques banales sur le tourisme de masse, l'auteur interroge le rôle du voyage à notre époque. L'ouvrage offre un angle original sur des questions de société, que ce soit la liberté de circulation ou encore l'approche individualiste du voyage aujourd'hui.
À signaler, également sur le même thème du tourisme, **Le Tourisme va mal ? Achevons-le !**, un pamphlet de Gerald Messadié qui annonce la mort du voyage de masse et de son pendant : l'aviation. Drôle et tranchant, même s'il reste dans une critique classique du tourisme.



Anselm Jappe
Éd. Denoël
2003, 298 p.

LES AVENTURES DE LA MARCHANDISE
POUR UNE NOUVELLE CRITIQUE DE LA VALEUR

À l'heure où le «mouvement altermondialiste» fonce tête baissée dans tout ce qui pourrait ressembler à un contre-sommet, le philosophe Anselm Jappe nous rappelle qu'une critique du néolibéralisme est vaine. Il s'appuie sur Marx pour montrer que le problème central est bel et bien la marchandise, et donc le capitalisme. Cette attaque contre la société marchande passe par une critique de la centralité du travail.
Il ne s'agit pas d'opposer l'État et ses régulations au capital financier, il parle d'ailleurs à ce propos de «faux anticapitalisme ». Sans souscrire forcément à toutes les propositions de l'auteur, la lecture de ce livre, par sa radicalité et par son niveau de réflexion, est stimulante.

CQFD (N°5 • 2 €)

Tous les mois sort le journal «CQFD» qui reprend le titre d'un journal publié par les anarchistes Sébastien Faure et Mauricius au milieu de la Première guerre mondiale, contre l'Union sacrée. L'ancienne équipe du RIRe, journal antimilitariste, renforcée par quelques personnes, réalise un travail mordant et satirique sur l'actualité en général. Un journal en 16 pages qui a le format de Charlie-Hebdo (mais pas ses dessins, leurs auteurs ayant été interdits de collaboration par Val…) et qui colle à l'actualité du mouvement social : immigration, chômage, prison… Voilà ce qu'il fallait dire ! **En vente en kiosque et en librairie**

May Picqueray
Éd. Los Solidarios,
2003 (3e éd.)

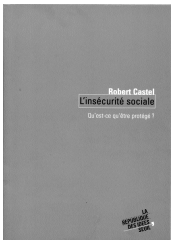
MAY, MES 81 ANS D'ANARCHISME

Il était temps de rééditer cette incontournable traversée du XXe siècle libertaire. May Picqueray (1898-1983), militante de tous les temps forts, a fait plier Trotsky. Elle a rencontré Makhno, Durruti, Goldman, Lecoin et tant d'autres figures de l'anarchisme, a fait exploser l'ambassade des États-Unis. May était aussi présente Larzac en 1975… May Picqueray, encore une fois, est incontournable.

Suzanne Weber
Ed. Los Solidarios
2003, 254 p.

AVEC LE TEMPS...

Avec le temps... on oublie tout et surtout nos vieilles et nos vieux ! L'auteure nous conte le quotidien de ces oublié-es de nos sociétés occidentales et il n'y a vraiment pas de quoi se réjouir. Non seulement l'auteure traite toutes les questions liées à la vieillesse (l'amour, la mort, l'argent...) mais elle ouvre un champ de réflexion sur ce que pourrait être la vieillesse dans un monde libertaire. À noter : une partie des bénéfices sera versée en soutien au projet « Nous Autres » pour la création d'un espace pour vieilles et vieux libertaires.



Robert Castel
Coll. « République des idées »,
Éd. Seuil
2003, 96 p.

L'INSÉCURITÉ SOCIALE

Si l'on excepte les envolées réformistes de Robert Castel, son ouvrage reste une somme d'analyses intéressantes. Loin d'aborder la question sociale sous l'angle raciste et sensationnaliste, il montre bien comment l'insécurité liée à la précarité et les délires sécuritaires sont les deux faces d'un seul et même tableau : le renforcement de l'État répressif qui va de pair avec le délitement de l'État social. À noter l'intéressante critique des penseurs du « risque » (Ewald, Kessler et consorts) qui posent l'assurance individuelle comme véritable panacée (et entendent bien faire fructifier leurs compagnies d'assurance personnelles).

REVUE

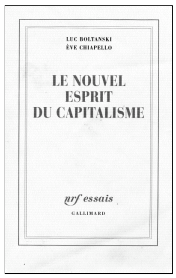
Ilana Löwy et **Hélène Rouch**
(dir.), 2003, 200 p.

CAHIERS DU GENRE N°34

LA DISTINCTION ENTRE SEXE ET GENRE : UNE HISTOIRE ENTRE BIOLOGIE ET CULTURE

Dernière mouture des « Cahiers du genre » (anciennement « Cahiers du Gedisst » : Groupe d'études sur la division sociale et sexuelle du travail), le numéro coordonné par Ilana Löwy et Hélène Rouch, pionnières en matière d'analyse universitaire féministe, pousse très loin la réflexion sur la question du genre. Dans le sexe (social et biologique), quelle est l'intrication du naturel et du culturel ? Les hormones sont-elles véritablement sexuées ? La sexologie définit-elle des normes ? Autant de questions (et bien d'autres encore) traitées dans ce numéro passionnant.
www.iresco.fr/revues/cahiers_du_genre

INCONTOURNABLE



LE NOUVEL ESPRIT DU CAPITALISME

Luc Boltansky, Ève Chiapello
Éd. Gallimard, 1999, 843 p.

L'esprit du capitalisme, selon les deux auteurs, sociologues, se définit comme « l'idéologie qui justifie l'engagement dans le capitalisme » : susciter l'enthousiasme même pour ceux qui n'en seront pas les premiers bénéficiaires, justifier le désir d'accumulation face aux accusations d'injustices. Au lendemain des virulentes critiques de Mai 68, cet esprit à dû évoluer : récupérant bon nombre de revendications des années soixante-dix au travers du management. En retour, cette formidable récupération a eu pour effet un désamorçage de la critique anticapitaliste et un recul constant des acquis sociaux. Cette lecture est particulièrement intéressante : on nous présente comment la réorganisation du monde du travail de ces trente dernières années s'est soldée par une décrédibilité des syndicats restés sur de vieux modèles. En montrant le rôle de la critique dans le renouveau du capitalisme, ce livre d'une lecture relativement fluide, nous invite à reconsidérer notre lutte anticapitaliste.

LITTÉRATURE

LE MAÎTRE ET MARGUERITE

Mikhail Boulgakov
Éd. Presses-Pocket, 1994, 580 p.

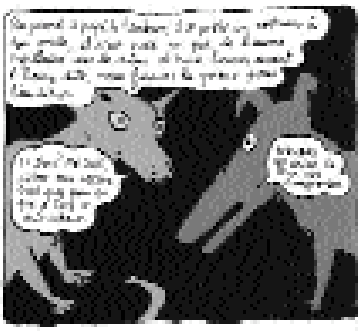
Monument de la littérature russe et de la littérature mondiale, ce roman, écrit en exil dans les années quarante a connu un destin flamboyant. Toujours vivace dans les mémoires et, de multiples fois, adapté au théâtre avec plus ou moins de bonheur, ce roman relate les aventures mêlées du maître et de sa maîtresse Marguerite, de Ponce Pilate et du Christ et d'une tripotée de citoyens russes plus déjantés et plus manipulés les uns que les autres. Qu'est-ce qui fait du Maître et Marguerite un roman d'une telle ampleur ? Peut-être sa construction, peut-être son ton débridé, son intrigue passionnante, peut-être aussi son dénouement inattendu qui nous porte loin des sphères politiques (encore que) pour nous plonger dans l'irrationnel...

BANDE DESSINÉE

LE CHAT DU RABBIN

(t. 3 L'Exode)
Joann Sfar
Éd. Dargaud, 2003, 48 p.

C'est à l'occasion du mariage de sa fille que le rabbin algérien se rend à Paris en compagnie de son fidèle chat qui n'a toujours pas retrouvé la parole. L'occasion pour lui de se confronter au climat et à la culture française, l'occasion pour Sfar d'aborder avec tendresse et délicatesse la culture séfarade qu'elle soit religieuse ou musicale (ah! le maalouf) et la question
très délicate du déracinement.
Un album issu d'une série pétri d'humour arborant un graphisme décalé qu'il faut découvrir ne serait-ce que pour les pensées secrètes d'un chat bien impertinent...



CHANSON ANAR
ET REVIVAL PUNK

DIFFICILE DE STIGMATISER la chanson anarchiste dans le temps et dans la forme tant elle a traversé et inspiré divers courants, diverses révoltes et même diverses modes. Difficile aussi de mesurer l'engagement de chacun des artistes ou de chacun des groupes : tout le monde jouant sur les mots, sur les attitudes pour apparaître plus ou moins anarchiste, plus ou moins engagé. Il n'en reste pas moins que la scène actuelle foisonne de bonnes intentions et de préoccupations politiques plutôt rassurantes. Mais après tout, n'est-ce pas le fait des artistes de tous temps de chanter la révolte et d'exhorter le peuple à la rébellion ?

C'est par diverses voies que s'exprime l'engagement, il peut être allusif, comme c'est le cas pour certains groupes estampillés « chanson » (comme les **Têtes Raides**, voir encadré) ou beaucoup plus actif comme c'est le cas de la scène radicale actuelle sur laquelle évoluent, par exemple, **Fred Alpi**, **La Bridaga**, **Les Lutins Bleus**, **Rue de la Gouaille** ainsi que tout un vivier de groupes se réclamant du punk ou du ska. Ces deux scènes sont, pour partie, héritière de la mouvance alternative des années quatre-vingt qui a vu émerger les mythiques **Bérurier Noir** et des groupes tout aussi célèbres tels que La **Mano Negra** ou les **Négresses Vertes**. *Revival* ou effet de mode, il n'en reste pas moins que l'année 2003 voit resurgir les tempos et les crédos punk qui s'affichent sur nombre de scènes, en même temps qu'elle va voir se reformer, au festival des Transmusicales de Rennes, en décembre prochain, deux références en la matière : les susdits **Bérurier Noir** et leurs célèbres prédécesseurs, **Métal Urbain**.

À côté de cette scène, évoluent des chanteurs plus ancrés dans la tradition militante comme **Serge Utgé-Royo** (voir ci-contre). Et, on note, une recrudescence des groupes ou des individus qui reprennent à l'envi chants anarchistes –c'est le cas des **Amis d'ta femme** – ou chansons de **Brassens** ou **Ferré** – à noter la très belle et très étonnante prestation de **Josette Khalifa** au Festival de Marne.

Pas de doute, à côté de ceux qui ont toujours chanté l'anarchie et la révolte, à côté de labels indépendants et militants (**Crash disques**...), se développe une tendance a priori toute dévouée à l'engagement. Espérons qu'il ne s'agit pas là d'un marché juteux que compte exploiter les majors et les requins de l'industrie du disque... **Flo**

SERGE UTGÉ-ROYO

Dans « Contrechants de ma mémoire » (Edito-Hudin), un coffret de deux CD, complété par un livret brillamment illustré par Tardi, Serge Utgé-Royo nous livre quelques trente-trois chants militants et politiques issus de différentes pays et époques. C'est avec émotion, nostalgie et tendresse qu'il se penche sur des textes et airs célèbres, véritables fleurons de la chanson anarchiste. Une entreprise réussie qui pourrait être continuée à l'envi...

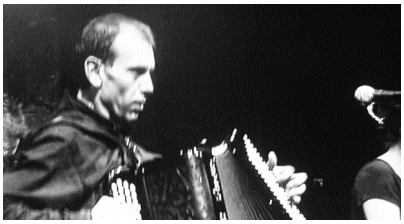
LES TÊTES RAIDES UN PARCOURS ALTERNATIF

Depuis la fin des années quatre-vingt, les Têtes Raides s'épanouissent sur la scène française jusqu'à en être devenus, ces dernières années, la figure de proue incontestable. Le groupe ne s'est jamais, pour autant, départi de son esprit alternatif marqué par un goût constant de la surprise et de l'invention tant dans le domaine musical que dans le domaine graphique et plastique. Au fil des albums, on retrouve des textes marqués par une poésie latente et des morceaux empreints d'une très belle touche acoustique. C'est sur ces notes que le groupe a joué une partie de l'été 2002 sur la scène du théâtre des Bouffes du Nord, à Paris pour donner un spectacle d'une rare intensité, intensité que l'on retrouve sur l'époustouflant dvd sorti à l'issue de cette expérience rare. À la rentrée 2003, le groupe avait retrouvé le lieu de Peter Brook pour présenter son nouvel album « Qu'est-ce qu'on s'fait chier », opus délibérément plus rock mais réceptacle également d'expériences différentes, peut-être, notamment, plus liées au théâtre. On retrouve ainsi au fil de l'album de nombreuses couleurs et influences qui relèvent tantôt d'une touche affective et allusive, tantôt d'une touche plus affirmée. Derrière des côtés parfois poétiques, parfois ludiques, on retrouve un engagement latent concrétisé par des « textes parfois clairs », comme l'affirme Christian Olivier, le chanteur, ou par les prises de position que l'on connaît : concerts entre les deux tours des présidentielles 2002 ou lutte aux côtés de La Tordue contre la double peine.

Mais, au-delà d'une action réellement politique, les Têtes Raides proposent des alternatives qui se concrétisent, par exemple, dans le rapport avec leur public, dans leur conception graphique (décor et créations à base de recup, collages...) ou dans la mise en scène de leurs spectacles (on salue l'excellente initiative de Télé Samara, très très loin des sentiers battus).

C'est peut-être là une nouvelle façon de voir l'engagement et la conscience politique même si le groupe préfère se déclarer « engagé dans la chanson ». On appréciera cependant sans réserve la galaxie Têtes Raides, le foisonnement musical et textuel qu'ils ont apporté sur la scène française ces dernières années et, enfin, l'énergie sans commune mesure qu'ils déploient à chaque spectacle. Énergie que l'on retrouve dans les textes de Christian, comme celui-ci, extrait de « Civili, civila », le morceau qui ouvre le dernier album : « J'imagine des terres en fusion/où l'on goûte à goutte/des ciels à foison/et nos vies coûte que coûte pour la révolution ». **Flo**

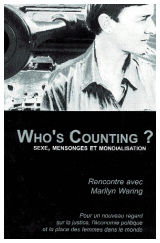
- CD « Qu'est-ce qu'on s'fait chier » Tôt ou tard, dis. Warner.
- DVD Têtes Raides « Bouffes du Nord » Tôt ou tard, dis. Warner.
- Livre Les Chats Pelés « Au boulot ! » Seuil.



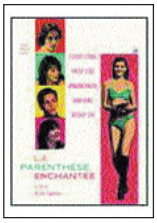
LUTTES DE FEMMES A L'ECRAN

Bien que l'on entende toujours le terme « féministe » employé comme injure au quotidien, les luttes féministes connaissent un regain d'intérêt ces dernières années, après le creux qui a suivi la seconde vague des années soixante-dix. Si la première vague féministe, datant du début du XXe siècle, a vu ses revendications s'organiser autour du droit de vote (notamment les suffragettes), la seconde vague a permis la réappropriation de la liberté de disposer de son corps (avortement, contraception, sexualité), et la « troisième génération » féministe semble aujourd'hui s'organiser autour de la remise en question du genre et des stéréotypes identitaires féminins et masculins. Le cinéma, parfois reflet des luttes, souvent outil de propagande et d'information, trop souvent confisqué par une élite artistico-intellectuelle, est lui aussi le témoin de ces évolutions. Même si la sélection présentée ici n'est que partielle et partiale, ce cinéma engagé mérite d'être mis en valeur. Pirouli

SANS TOIT NI LOI
Film franco-britannique d'Agnès Varda, 1985, 105 min.
Si la filmographie de Varda est impressionnante tant par son engagement que par sa qualité, celui-ci reste l'un de ses chefs-d'œuvre. Sandrine Bonnaire, remarquable dans son interprétation, donne ses lettres de noblesse à ce film où la vie la plus crue côtoie l'émancipation la plus hardie : toutes les difficultés et ambiguïtés d'une femme qui veut vivre libre dans un monde d'hommes et de fric transparaissent. On en sort transfiguré.



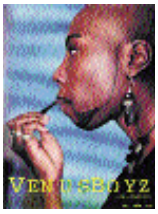
WHO'S COUNTING ? SEXE, MENSONGES ET MONDIALISATION
Documentaire néo-zélandais de Terre Nash, 1996, 94 min.
Sur terre : deux tiers du travail des femmes n'est pas rémunéré ; deux tiers du travail des hommes l'est ; 20 % des humains consomment 80 % des richesses. Les questions que pose très justement ce documentaire sont : Comment ce monde-là peut-il fonctionner ? Et voulons-nous d'un tel monde ?
À commander à la revue Silence, 9 rue Dumenge, 69 004 Lyon, pour la somme de 26,5 € (port compris).



LA PARENTHÈSE ENCHANTÉE
Film français de Michel Spinosa, 2000, 88 min.
Chronique romancée d'une «parenthèse enchantée» (que vivent cinq personnes pendant la seconde vague féministe des années soixante-dix), le film de Spinosa est un très agréable moment, qui met délicieusement en scène les déboires amoureux d'une époque « libérée » et les luttes féministes d'alors.

BAISE-MOI
Film français de Virginie Despentes et Coralie Trinh Thi, 2000, 77 min.
On se souvient de la polémique suscitée par l'extrême droite au sujet de Baise-moi. Le Zoo, collectif regroupant lesbiennes, butches, queers, transgenres..., ne s'y est pas trompé, et a pris fait et cause pour le film : « Baise-moi est un film politico-sexuel d'utilité publique. Il se dresse contre la censure silencieuse mais productive, institutionnelle et insidieuse qui régule et contient la représentation de la sexualité et des genres dans notre société pour en exclure les minorités sexuelles et confiner les femmes à leur rôle de salope ou de mère ».

FEMMES POTICHES, FEMMES AFFICHES, ON EN A PLEIN LES MICHES
Documentaire français de Lorie Decung, 2002, 37 min.
Zaléa TV a suivi les actions du Collectif contre le publisexisme pendant un an, au cours d'une lutte au quotidien (dans la rue, le métro, les agences de pubs, les expositions...) contre les images sexistes qui formatent les consciences : 2 500 publicités imposées chaque jour à nos consciences, omniprésence d'images stéréotypées (hommes virils, violents et dominateurs ; femmes soumises, boniches et potiches disponibles en permanence).
À commander au Collectif contre le publisexisme, 145 rue Amelot 75 011 Paris, pour 7 € (port compris). 06 68 44 01 50. http://publisexisme.samizdat.net



VENUS BOYZ
Documentaire suisse de Gabriel-le Baur, 2002, 102 min.
La bicatégorisation biologique des êtres humains est-elle fondée, ou bien ne s'agit-il que d'une construction sociale ? Il existe bien d'autres formes d'humanité, dans un entre-genres indéterminé. Alors quel serait le fondement de cette bicatégorisation ? La domination ? «Venus Boyz» pose cette question fondamentale en donnant la parole à plusieurs transgenres et transexuel-les.

PORTRAIT

Carole Roussopoulos Réalisatrice suisse

Carole Roussopoulos tourne et réalise des films féministes depuis plus de trente ans. Empoignant la vidéo légère dès ses débuts, au moment où la seconde vague féministe prenait son essor, Carole Roussopoulos a accompagné les luttes des femmes. Son impressionnante filmographie se compose aujourd'hui de plus d'une centaine de films, dont la majorité concerne les luttes féministes, mais qui interrogent aussi bien l'âgisme, la xénophobie, l'exploitation salariale que l'homophobie. Certains incontournables se doivent d'être cités : **Debout**, film magnifique et incroyablement dynamisant est une porte ouverte sur tous les autres films de Roussopoulos et retrace les luttes féministes françaises et suisses des années soixante-dix ; **Le cinquantenaire du Deuxième sexe** dépeint le colloque réalisé en l'honneur de l'un des ouvrages les plus importants du XXe siècle ; **Maso et Miso vont en bateau** est une œuvre hilarante sur la misogynie de la prétendue féministe Françoise Giroud ; **Le FHAR** nous montre les débats au sein du Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire ; **Scum** est une lecture par Valérie Solanas elle-même de son célèbre «Scum Manifesto» ; **Les prostituées de Lyon parlent** donne la parole aux révoltées de 1975... Après avoir tourné de nombreux films sur les femmes, la question de l'origine des viols et violences masculines (les violeurs ont souvent été victimes de sévices sexuels dans leur jeunesse) sera sans doute passée au crible de sa caméra dans les années à venir.

Films disponibles sur commande à **Prospective images**, 31 avenue du Champ de Mars, 45 000 Orléans, 02 38 88 04 05.

Déclaration politique d'Offensive Libertaire et Sociale

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003. Notre volonté est de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme et qui contribue à l'élaboration d'un autre futur sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité**, l'**égalité sociale** et la **liberté**. Six principes fondent l'OLS :

1. Indépendance agir de manière libérée de toute logique institutionnelle liée à l'Etat ou au capital.

2. Fédéralisme les groupes composant l'OLS sont autonomes ; ils s'associent librement tout en respectant les fondements et les valeurs de l'OLS.

3. Assembléisme pratiquer ou favoriser des modes d'organisation horizontaux et des processus décisionnels appuyés sur la démocratie directe.

4. Anti-autoritarisme combat de toutes les formes de domination : exploitation, patriarcat, âgisme, racisme… Refus des logiques de conquêtes de pouvoir, mise en place de contre-pouvoirs pour lutter contre les pratiques hiérarchiques.

5. Rupture à travers nos luttes et autres interventions politiques, nous cherchons à poser la question de la fin du capitalisme. Nous cherchons à favoriser l'existence de rapports sociaux alternatifs et à aider au développement d'espaces et de temps émancipés et subversifs. Nous participons donc à l'émergence d'utopies créatrices.

6. Appui mutuel recherche et apport de solidarité et de participation entre les projets de subversion, selon les principes de la liberté d'association et d'expérimentation. Agir dans le respect des partenaires... Nous souhaitons œuvrer pour un monde où le bien-être et le bonheur seraient parmi les premières préoccupations.

L'OLS se situe comme un élément dans la **constellation libertaire**, apportant sa pierre au **mouvement révolutionnaire**. Elle est une structure parmi d'autres organisations, collectifs, comités existants à un moment donné. **L'organisation n'est pas une fin en soi** et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion. Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaîtrons pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, notamment au travers de notre journal et lors de certains événements politiques, **nous refusons les logiques de représentation**. Dans une société fondée sur les apparences, **le mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux sirènes du spectacle**.

Nous luttons plus particulièrement **contre l'apartheid social**, **les dominations** (sexisme, homophobie, exploitation économique…), **pour la liberté de circulation et d'installation**. Nous participons aux **luttes contre la précarité et le développement de la misère**, en essayant de proposer d'autres formes d'organisation sociale dans lesquelles le travail productif perdrait sa centralité.

Nous voulons construire **une société réellement démocratique**, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le **partage des débats et des prises de décisions**. Cela revient à **briser l'autonomie du pouvoir**. Il ne doit plus être en-dehors de la société, mais en son sein : il doit être socialisé.

Nous sommes partie prenante de l'**unification des mouvements libertaires** et de l'association avec toutes celles et ceux qui développent des **pratiques anti-autoritaires et anti-capitalistes**. Nous chercherons, au sein de cette constellation, à faire vivre « **l'alternative** ».